



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 16 du 16 avril 2012

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- ➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.gouv.fr
- ➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 16 avril 2012

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	506
SOUS-PREFECTURE DE BRIEY.....	506
Bureau des réglementations et des relations avec les collectivités locales.....	506
Arrêté du 3 avril 2012 fixant le nombre et l'implantation des bureaux de vote dans la commune de Mexy - Année 2012.....	506
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	506
CABINET.....	506
Bureau du cabinet.....	506
Arrêté du 2 avril 2012 attribuant une récompense pour actes de courage et de dévouement à M. Cyril COMBRALIER, brigadier, et M. Marc CHICAUD, gendarme.....	506
Bureau des polices administratives.....	506
Arrêté n° 20083390 du 26 mars 2012 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à la SARL AUDOUY BIJOUTERIE à Villerupt (54190).....	506
Arrêté n° 20083430 du 3 avril 2012 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à la Banque Populaire Lorraine Champagne à Lunéville (54300).....	507
Arrêté n° 20083514 du 26 mars 2012 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à la SARL AUDOUY BIJOUTERIE à Longwy-Bas (54400).....	508
Arrêté n° 20083614 du 3 avril 2012 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection au Crédit Municipal de Nancy à Nancy (54000).....	508
Arrêté n° 20083804 du 4 avril 2012 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à la Société Générale à Briey (54150).....	509
Arrêté n° 20083807 du 4 avril 2012 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à la Société Générale à Jarny (54800).....	509
Arrêté n° 20083808 du 4 avril 2012 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à la Société Générale à Joeuf (54240).....	510
Arrêté n° 20083810 du 4 avril 2012 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à la Société Générale à Longuyon (54260).....	511
Arrêté n° 20083812 du 4 avril 2012 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à la Société Générale à Longwy Haut (54400).....	511
Arrêté n° 20083822 du 4 avril 2012 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à la Société Générale à Piennes (54490).....	512
Arrêté n° 20083829 du 4 avril 2012 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à la Société Générale à Tucquegnieux (54640).....	513
Arrêté n° 20083899 du 4 avril 2012 portant modification d'un système de vidéoprotection au Crédit Agricole de Lorraine à Joeuf (54240).....	513
Arrêté n° 20083907 du 4 avril 2012 portant modification d'un système de vidéoprotection au Crédit Agricole de Lorraine à Malzéville (54220).....	514
Arrêté n° 20084078 du 3 avril 2012 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à l'Université de Nancy II à Nancy (54037).....	514
Arrêté n° 20084164 du 2 avril 2012 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à l'Ecole des Mines de Nancy à Nancy (54042).....	515
Arrêté n° 20084171 du 29 mars 2012 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection au RTE EDF TRANSPORT à Villers-lès-Nancy (54600).....	516
Arrêté n° 20084260 du 3 avril 2012 portant modification d'un système de vidéoprotection à l'Institut National de Recherche et de Sécurité à Vandœuvre-lès-Nancy (54519).....	516
Arrêté n° 20084262 du 3 avril 2012 portant modification d'un système de vidéoprotection à l'Institut Universitaire de Technologie Nancy Charlemagne à Nancy (54000).....	517
Arrêté n° 20084427 du 3 avril 2012 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection au Lycée Professionnel Jean Morette à Landres (54970).....	517
Arrêté n° 20084590 du 29 mars 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la SARL QUINTO, parfumerie FARAJOU, à Longwy-Haut (54400).....	518
Arrêté n° 20110513 du 29 mars 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la Société de Tir de Briey « BRIEY TIR SPORTIF » à Briey (54150).....	519
Arrêté n° 20110523 du 3 avril 2012 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à la Banque Populaire Lorraine Champagne à Nancy (54000).....	520
Arrêté n° 20110544 du 2 avril 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à l'Université Henri Poincaré Nancy I à Nancy (54003).....	520
Arrêté n° 20110565 du 29 mars 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la SARL BLIMES, Restaurant-Pizzeria LE CAPRI à Lunéville (54300).....	521
Arrêté n° 20110575 du 29 mars 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la Société Française Donges-Metz à Saint-Baussant (54470).....	522
Arrêté n° 20110582 du 29 mars 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la SAS CHERRIER à Lunéville (54300).....	523
Arrêté n° 20110583 du 29 mars 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la SAS CHERRIER à Heillecourt (54180).....	524
Arrêté n° 20110599 du 3 avril 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la Faculté de Droit de Nancy « Université Lorraine » à Nancy (54035).....	524
Arrêté n° 20110600 du 3 avril 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection au Service Général du Campus Manufacture à Nancy (54037).....	525
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....	526
Bureau des procédures environnementales.....	526
Arrêté n° 54-2010-00152 du 27 mars 2012 portant autorisation au titre de l'article L. 214-3 et déclaration d'intérêt général au titre de l'article L. 211-7 du code de l'environnement concernant le programme pluriannuel de restauration et de mise en valeur des cours d'eau sur les communes de Mont-Bonvillers, Lubey, Les Baroches, Anoux, Briey, Lantéfontaine, Mairy-Mainville et Tucquegnieux.....	526
Arrêté n° 54-2011-00137 du 27 mars 2012 portant autorisation au titre de l'article L. 214-3 et déclaration d'intérêt général au titre de l'article L. 211-7 du code de l'environnement concernant la restauration du Trey et de ses affluents sur les communes de Vandières, Villers-sous-Preny et Vilcey-sur-Trey.....	529
Arrêté n° 54-2011-00178 du 27 mars 2012 portant prise en compte de l'antériorité au titre de l'article L. 214-6 du code de l'environnement et complétant cette autorisation concernant un plan d'eau au lieu dit « l'étang », parcelles D 30, 28 et 26 sur la commune d'Essey-et-Maizerais, parcelle AD 131 sur la commune de Pannes.....	532
Arrêté du 30 mars 2012 portant déclaration d'utilité publique du projet d'implantation d'une station d'épuration sur le territoire des communes de Lemainville et Ormes-et-Ville.....	534
Arrêté du 5 avril 2012 déclarant cessible la parcelle de terrain cadastrée D60, lieu-dit « les gris champs » pour la réalisation du projet de construction d'une station de traitement dans le cadre du programme d'assainissement de la commune de BLAMONT.....	535
Arrêté n° 54-2010-00011 du 12 avril 2012 portant autorisation au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement concernant l'exploitation de deux plans d'eau à Embermél par le groupement forestier du Grand Breuil.....	536
DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....	538
Bureau de l'interministérialité.....	538
Avenant à la Convention d'utilisation n° 54-2010-08 entre l'administration chargée du domaine et le Directeur Interrégional de la Protection Judiciaire de la Jeunesse Grand Est en date du 5 avril 2012.....	538
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	538
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST.....	538
DIVISION EXPLOITATION DE METZ.....	538
Arrêté N° 2012-DIR-Est-M-54-019 du 2 avril 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux d'implantation d'un panneau à messages variables de type portique, sur l'autoroute A33 au PR 15+900 (Ville-en-Vermois), dans le sens Strasbourg - Nancy.....	538
Arrêté N° 2012-DIR-Est-M-54-022 du 5 avril 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de pose de PMV sur A31 au PR 237+590.....	540
Arrêté N° 2012-DIR-Est-M-54-023 du 12 avril 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réalisation des écrans de protection phonique le long de l'autoroute A31 à Gondreville, sens Nancy – Toul, entre les PR 236+928 et 236+300.....	542
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	543
DIRECTION GENERALE.....	543
Cabinet.....	543
Arrêté n° 2012-0332 en date du 11 avril 2012 portant modification de l'arrêté n° 2012-0222 du 6 mars 2012.....	543
SECRETIARIAT DE L'OFFRE DE SANTE, DE L'AUTONOMIE ET DE L'ANIMATION TERRITORIALE.....	544
Etablissements de santé.....	544

Arrêté n° 2012-295 en date du 26 mars 2012 fixant la composition nominative du conseil de surveillance du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy - Département de Meurthe-et-Moselle.....	544
Arrêté n° 2012-317 en date du 3 avril 2012 fixant la composition nominative du conseil de surveillance du Centre Hospitalier de Lunéville - Département de Meurthe-et-Moselle.....	544
DIRECTION DE LA STRATEGIE.....	545
Arrêté n° 2012-307 du 28 mars 2012 portant renouvellement de la composition de la commission régionale de conciliation et d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (CRCI) de Lorraine.....	545
DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....	546
UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	546
SSRE / DOETH.....	546
Récépissé de déclaration du 29 mars 2012 d'un organisme de services à la personne à Lunéville enregistrée sous le N° SAP/539 451 914 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	546
Récépissé de déclaration du 29 mars 2012 d'un organisme de services à la personne à Blainville-sur-l'Eau enregistrée sous le N° SAP/539 074 583 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	547
Récépissé de déclaration du 10 avril 2012 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/495 341 539 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	547
Récépissé de déclaration du 10 avril 2012 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/537 840 076 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	548
Récépissé de déclaration du 10 avril 2012 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/525 303 855 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	548
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES.....	549
Décision de délégation de signature en date du 2 avril 2012 aux responsables du pôle pilotage et ressources et gestion fiscale (et, le cas échéant, à leur adjoint), ainsi qu'au responsable de la mission maîtrise des risques.....	549
Décision de délégation générale de signature en date du 2 avril 2012 au responsable (et, le cas échéant, à son adjoint) du pôle gestion publique.....	550
Décision de délégations spéciales de signature en date du 2 avril 2012 pour le pôle pilotage et ressources.....	550
Décision de délégations spéciales de signature en date du 2 avril 2012 pour le pôle gestion fiscale.....	551
Décision de délégations spéciales de signature en date du 2 avril 2012 pour le pôle gestion publique.....	551
Décision de délégations spéciales de signature en date du 2 avril 2012 pour les missions rattachées.....	552
DIVISION DES PARTICULIERS, DES MISSIONS FONCIERES, DES AMENDES ET DU RECouvreMENT FORCE.....	553
Arrêté du 29 mars 2012 portant clôture des travaux de remaniement du cadastre de la commune d'Eulmont.....	553
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	553
AGRICULTURE - FORET - CHASSE.....	553
Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/022 du 26 mars 2012 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Serrouville.....	553
Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/186 du 29 mars 2012 approuvant les statuts de l'association foncière de Saulxures-les-Vannes.....	554
Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/187 du 29 mars 2012 approuvant les statuts de l'association foncière de Thezey-Saint-Martin.....	554
Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/190 du 29 mars 2012 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Pannes.....	555
Arrêté du 6 avril 2012 relatif aux lieutenants de loupveterie qui sont chargés d'organiser les tirs de sangliers, de jour comme de nuit, sur le territoire de leurs secteurs respectifs.....	555
Arrêté 2012/DDT54/AFC/n° 210 du 16 avril 2012 pour le lancement de l'appel à candidatures pour la labellisation des organismes chargés de l'accueil et de l'accompagnement à l'installation des jeunes agriculteurs dans le département de Meurthe-et-Moselle.....	556
Arrêté 2012/DDT54/AFC/n° 211 du 16 avril 2012 pour le lancement de l'appel à propositions pour la réalisation du stage collectif obligatoire de 21 h dans le département de la Meurthe-et-Moselle.....	557
AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME ET RISQUES.....	558
Arrêté N° 2012/DDT54/ADUR/002 du 3 avril 2012 relatif à la carte communale de Barbas en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme.....	558
ENVIRONNEMENT - EAU - BIODIVERSITE.....	558
Arrêté N° DDT-EEB 2012-011 du 12 avril 2012 portant abrogation de l'arrêté préfectoral d'opposition à déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement et du récépissé de dépôt de dossier de déclaration concernant le plan d'eau au lieu dit Sous le Rosel - Commune de Villers-sous-Preny.....	558
Arrêté DDT-PECHE 2012/013 du 29 mars 2012 autorisant la pêche de la carpe de nuit dans l'étang de la Ballastière sur les communes de Bertrichamps et Thiaville-sur-Meurthe.....	559
Arrêté du 30 mars 2012 relatif à l'organisation de la police de l'eau et de la pêche dans le département de Meurthe-et-Moselle.....	559
DIRECTION DES SERVICES DEPARTEMENTAUX DE L'EDUCATION NATIONALE.....	560
DIVISION DU 1ER DEGRE.....	560
Arrêté du 9 mars 2012 portant modification du conseil départemental de l'éducation nationale dans le département de Meurthe-et-Moselle.....	560
AUTRES SERVICES.....	561
CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-NICOLAS-DE-PORT.....	561
DIRECTION.....	561
Décision N° DIR/10/2012 du 12 mars 2012 portant délégation de signature.....	561
AVIS ET COMMUNICATIONS.....	561
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	561
DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI.....	561
Avis relatif à l'extension d'un avenant salarial à la convention collective de travail concernant les exploitations de polyculture et d'élevage du département de Meurthe-et-Moselle.....	561
AUTRES SERVICES.....	562
UNIVERSITE DE LORRAINE.....	562
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES.....	562
Avis de recrutement d'adjoints techniques de recherche et de formation par la voie d'un contrat PACTE.....	562
CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE.....	563
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES.....	563
Avis de recrutement sans concours d'un adjoint administratif de 2° classe en date du 13 avril 2012.....	563
Avis de recrutement sans concours de trois agents d'entretien qualifiés en date du 13 avril 2012.....	563
Avis de recrutement sans concours de trois agents des services hospitaliers qualifiés en date du 13 avril 2012.....	563

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**SOUS-PREFECTURE DE BRIEY***Bureau des réglementations et des relations avec les collectivités locales***Arrêté du 3 avril 2012 fixant le nombre et l'implantation des bureaux de vote dans la commune de Mexy - Année 2012**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code Electoral, notamment les articles L.17, R.24 et R.40,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les régions et départements,

VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 donnant délégation de signature à Madame Christine BOEHLER, Sous-Préfète de BRIEY,

VU la demande de Monsieur le maire de MEXY, concernant le transfert des bureaux de vote n° 1 et 2, installés respectivement à la mairie et à l'école maternelle situées rue Jules Ferry,

CONSIDERANT qu'il y a lieu de faciliter l'exercice du droit de vote en créant plusieurs bureaux de vote dans certaines communes,

ARRETE**Article 1er** : L'arrêté préfectoral du 3 mars 2011 est modifié comme suit :

MEXY :

Dans 2 bureaux :

□ 1er bureau : Bâtiment péri-scolaire LA CAPUCINE

□ 2ème bureau : Bâtiment péri-scolaire LA CAPUCINE

Article 2 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture, Mme la Sous-Préfète de BRIEY et M. le Maire de MEXY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et affiché dès réception.

Briey, le 3 avril 2012

La Sous-Préfète,
Christine BOEHLER**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****CABINET***Bureau du cabinet***Arrêté du 2 avril 2012 attribuant une récompense pour actes de courage et de dévouement à M. Cyril COMBRALIER, brigadier, et M. Marc CHICAUD, gendarme**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret du 16 novembre 1901 modifié par le décret du 9 décembre 1924 ;

VU le décret n° 70-221 du 17 mars 1970 portant déconcentration en matière d'attribution de la médaille pour actes de courage et de dévouement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

SUR proposition du lieutenant colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE**Article 1er** : la médaille de bronze pour actes de courage et de dévouement est décernée à

- M. Cyril COMBRALIER, brigadier,

- M. Marc CHICAUD, gendarme.

Le 21 novembre 2011, à 20 H 00, à Doncourt-lès-Confians, le brigadier Cyril COMBRALIER et le Gendarme Marc CHICAUD, sont amenés à intervenir sur la tentative de suicide d'une jeune femme de 18 ans qui menace de se jeter du toit d'un immeuble d'une hauteur de 8 mètres. Ils accèdent au toit particulièrement glissant et se portent à la hauteur de la victime pour la saisir.

Le sang-froid et le courage de ces deux fonctionnaires ont permis de sauver la vie de cette jeune femme.

Article 2 : la sous-préfète, directrice de cabinet est chargée de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au lieutenant colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et sera insérée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 2 avril 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT*Bureau des polices administratives***Arrêté n° 20083390 du 26 mars 2012 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à la SARL AUDOUY BIJOUTERIE à Villerupt (54190)**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment son article 10 ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 modifiée susvisée ;

VU l'arrêté préfectoral du 25 octobre 1999 portant autorisation d'un système de vidéoprotection ;

VU la demande présentée par Mme Joëlle HOSCHEIT, gérante de la SARL AUDOUY BIJOUTERIE, pour le renouvellement d'un système de vidéoprotection autorisé situé au 54 rue Carnot, 54190 VILLERUPT ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er : L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 25 octobre 1999 sus-visé, à Mme Joëlle HOSCHEIT, gérante de la SARL AUDOUY BIJOUTERIE, est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20083390.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme Joëlle HOSCHEIT, gérante.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 8 jours.

Article 4 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 5 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 6 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 7 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 8 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet et le Directeur Départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé et sera notifié à Mme Joëlle HOSCHEIT, gérante de la SARL AUDOUY BIJOUTERIE, au Maire de VILLERUPT ainsi qu'à Mme la Sous-préfète de Briey.

Nancy, le 26 mars 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20083430 du 3 avril 2012 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à la Banque Populaire Lorraine Champagne à Lunéville (54300)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment son article 10 ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 modifiée susvisée ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 mai 1997 portant autorisation d'un système de vidéoprotection, modifié par arrêté préfectoral du 15 janvier 2007 ;

VU la demande présentée par M. le responsable sécurité de la Banque Populaire Lorraine Champagne, pour le renouvellement de ce système de vidéoprotection autorisé situé 2, rue de Banaudon - 54300 LUNEVILLE ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er : L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 27 mai 1997 sus-visé et modifié le 15 janvier 2007, au responsable sécurité de la Banque Populaire Lorraine Champagne est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20083430.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. le responsable sécurité.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 5 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 6 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 7 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 8 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet et le Directeur Départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. le responsable sécurité de la Banque Populaire Lorraine Champagne, et dont un exemplaire sera adressé au sous-préfet de Lunéville et au Maire de LUNEVILLE.

Nancy, le 3 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20083514 du 26 mars 2012 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à la SARL AUDOUY BIJOUTERIE à Longwy-Bas (54400)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment son article 10 ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée;
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 modifiée susvisée ;
VU l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2002 portant autorisation d'un système de vidéoprotection;
VU la demande présentée par Mme Joëlle HOSCHEIT, gérante de la SARL AUDOUY BIJOUTERIE, pour le renouvellement d'un système de vidéoprotection autorisé situé place LECLERC, 54400 LONGWY BAS ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er : L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 14 octobre 2002 sus-visé, à Mme Joëlle HOSCHEIT, gérante de la SARL AUDOUY BIJOUTERIE, est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20083514.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme Joëlle HOSCHEIT, gérante.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 8 jours.

Article 4 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 5 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 6 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 7 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 8 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet et le Directeur Départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé et sera notifié à Mme Joëlle HOSCHEIT, gérante de la SARL AUDOUY BIJOUTERIE, au Maire de LONGWY ainsi qu'à Mme la Sous-préfète de Briey.

Nancy, le 26 mars 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20083614 du 3 avril 2012 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection au Crédit Municipal de Nancy à Nancy (54000)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment son article 10 ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée;
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 modifiée susvisée ;
VU l'arrêté préfectoral du 20 mai 1997 portant autorisation d'un système de vidéoprotection;
VU la demande présentée par M. Claude GARDEUX, directeur du Crédit Municipal de Nancy, pour le renouvellement de ce système de vidéoprotection autorisé situé 10, rue Callot - 54000 NANCY ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er : L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 20 mai 1997 sus-visé, au directeur du Crédit Municipal de Nancy est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20083614.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Claude GARDEUX, directeur.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 5 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 6 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 7 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 8 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet et le Directeur Départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Claude GARDEUX, Directeur du Crédit Municipal de Nancy, et dont un exemplaire leur sera adressé au Maire de NANCY.

Nancy, le 3 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20083804 du 4 avril 2012 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à la Société Générale à Briey (54150)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment son article 10 ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 modifiée susvisée ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 octobre 1997 portant autorisation d'un système de vidéoprotection ;

VU la demande présentée par M. André GOJJON, responsable de la gestion des moyens à la Société Générale, pour le renouvellement de ce système de vidéoprotection autorisé situé 10, rue Léon Winsback - 54150 BRIEY ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er : L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 15 octobre 1997 sus-visé, à la Société Générale est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20083804.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. André GOJJON, responsable de la gestion des moyens.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 5 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 6 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 7 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 8 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet et le Directeur Départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. André GOJJON, responsable de la gestion des moyens à la Société Générale et dont un exemplaire sera adressé à Mme la sous-préfète de Briey et à M. le Maire de Briey.

Nancy, le 4 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20083807 du 4 avril 2012 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à la Société Générale à Jarny (54800)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment son article 10 ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 modifiée susvisée ;
VU l'arrêté préfectoral du 15 octobre 1997 portant autorisation d'un système de vidéoprotection ;
VU la demande présentée par M. André GOJJON, responsable de la gestion des moyens à la Société Générale, pour le renouvellement de ce système de vidéoprotection autorisé situé 9, rue Gambetta - 54800 JARNY ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er : L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 15 octobre 1997 sus-visé, à la Société Générale est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20083807.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. André GOJJON, responsable de la gestion des moyens.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 5 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 6 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 7 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 8 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet et le Directeur Départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. André GOJJON, responsable de la gestion des moyens à la Société Générale et dont un exemplaire sera adressé à Mme la sous-préfète de Briey et à M. le Maire de Jarny.

Nancy, le 4 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20083808 du 4 avril 2012 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à la Société Générale à Joeuf (54240)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment son article 10 ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 modifiée susvisée ;
VU l'arrêté préfectoral du 15 octobre 1997 portant autorisation d'un système de vidéoprotection ;
VU la demande présentée par M. André GOJJON, responsable de la gestion des moyens à la Société Générale, pour le renouvellement de ce système de vidéoprotection autorisé situé 146, rue Franchepré- 54240 JOEUF ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er : L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 15 octobre 1997 sus-visé, à la Société Générale est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20083808.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. André GOJJON, responsable de la gestion des moyens.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 5 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 6 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 7 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 8 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet et le Directeur Départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. André GOJJON, responsable de la gestion des moyens à la Société Générale et dont un exemplaire sera adressé à Mme la sous-préfète de Briey et à M. le Maire de Joeuf.

Nancy, le 4 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20083810 du 4 avril 2012 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à la Société Générale à Longuyon (54260)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment son article 10 ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 modifiée susvisée ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 octobre 1997 portant autorisation d'un système de vidéoprotection ;

VU la demande présentée par M. André GOJJON, responsable de la gestion des moyens à la Société Générale, pour le renouvellement de ce système de vidéoprotection autorisé situé 4, rue du Maréchal Foch - 54260 LONGUYON ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er : L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 15 octobre 1997 sus-visé, à la Société Générale est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20083810.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. André GOJJON, responsable de la gestion des moyens.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 5 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 6 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 7 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 8 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet et le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. André GOJJON, responsable de la gestion des moyens à la Société Générale et dont un exemplaire sera adressé à Mme la sous-préfète de Briey et à M. le Maire de Longuyon.

Nancy, le 4 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20083812 du 4 avril 2012 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à la Société Générale à Longwy Haut (54400)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment son article 10 ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 modifiée susvisée ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 octobre 1997 portant autorisation d'un système de vidéoprotection ;

VU la demande présentée par M. André GOJJON, responsable de la gestion des moyens à la Société Générale, pour le renouvellement de ce système de vidéoprotection autorisé situé 3, rue Margaine- 54400 LONGWY HAUT ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er : L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 15 octobre 1997 sus-visé, à la Société Générale est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20083812.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. André GOUJON, responsable de la gestion des moyens.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 5 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 6 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 7 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 8 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet et le Directeur Départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. André GOUJON, responsable de la gestion des moyens à la Société Générale et dont un exemplaire sera adressé à Mme la sous-préfète de Briey et à M. le Maire de Longwy.

Nancy, le 4 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20083822 du 4 avril 2012 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à la Société Générale à Piennes (54490)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment son article 10 ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 modifiée susvisée ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 octobre 1997 portant autorisation d'un système de vidéoprotection ;

VU la demande présentée par M. André GOUJON, responsable de la gestion des moyens à la Société Générale, pour le renouvellement de ce système de vidéoprotection autorisé situé 21, rue de Verdun - 54490 PIENNES ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRÊTE

Article 1er : L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 15 octobre 1997 sus-visé, à la Société Générale est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20083822.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. André GOUJON, responsable de la gestion des moyens.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 5 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 6 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 7 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 8 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet et le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. André GOUJON, responsable de la gestion des moyens à la Société Générale et dont un exemplaire sera adressé à Mme la sous-préfète de Briey et à M. le Maire de Piennes.

Nancy, le 4 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20083829 du 4 avril 2012 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à la Société Générale à Tucquegnieux (54640)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment son article 10 ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 modifiée susvisée ;
VU l'arrêté préfectoral du 15 janvier 1999 portant autorisation d'un système de vidéoprotection ;
VU la demande présentée par M. André GOUJON, responsable de la gestion des moyens à la Société Générale, pour le renouvellement de ce système de vidéoprotection autorisé situé 148, rue Batignani - 54640 TUCQUEGNIEX ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er : L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 15 janvier 1999 sus-visé, à la Société Générale est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20083829.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. André GOUJON, responsable de la gestion des moyens.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 5 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 6 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 7 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 8 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet et le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. André GOUJON, responsable de la gestion des moyens à la Société Générale et dont un exemplaire sera adressé à Mme la sous-préfète de Briey et à M. le Maire de Tucquegnieux.

Nancy, le 4 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20083899 du 4 avril 2012 portant modification d'un système de vidéoprotection au Crédit Agricole de Lorraine à Joeuf (54240)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment son article 10 ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 modifiée susvisée ;
VU l'arrêté préfectoral du 11 avril 1997, modifié par arrêté préfectoral du 30 septembre 2008, portant autorisation pour l'installation d'un système de vidéoprotection ;
VU la demande de modification de ce système de vidéoprotection autorisé situé au Crédit Agricole de Lorraine – 10, Place de l'Hôtel de Ville – 54240 JOEUF, présentée par M. le responsable sécurité de la banque ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er : Le Crédit Agricole de Lorraine à Joeuf est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20083899.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 11 avril 1997 susvisé, modifié le 30 septembre 2008.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. le responsable sécurité du Crédit Agricole de Lorraine.

Article 3 : Les modifications portent sur le nombre de caméras installées, soit 7 caméras intérieures et 1 caméra extérieure, en conformité avec le plan produit.

Article 4 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 5 : Les délais et voies de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 6 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. le responsable sécurité du Crédit Agricole de Lorraine et dont un exemplaire sera adressé à Mme la sous-préfète de Briey ainsi qu'au Maire de Joeuf.

Nancy, le 4 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20083907 du 4 avril 2012 portant modification d'un système de vidéoprotection au Crédit Agricole de Lorraine à Malzéville (54220)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment son article 10 ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 modifiée susvisée ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 avril 1997, modifié par arrêtés préfectoraux des 9 juin 2006 et 23 octobre 2008, portant autorisation pour l'installation d'un système de vidéoprotection ;

VU la demande de modification de ce système de vidéoprotection autorisé situé au Crédit Agricole de Lorraine – 1, rue de l'Orme - 54220 MALZEVILLE, présentée par M. le responsable sécurité de la banque ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er : Le Crédit Agricole de Lorraine à Malzéville est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20083907.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 9 avril 1997 susvisé, modifié par arrêtés préfectoraux des 9 juin 2006 et 23 octobre 2008.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. le responsable sécurité du Crédit Agricole de Lorraine.

Article 3 : Les modifications portent sur le nombre de caméras installées, soit 7 caméras intérieures et 1 caméra extérieure, en conformité avec le plan produit.

Article 4 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 5 : Les délais et voies de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 6 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. le responsable sécurité du Crédit Agricole de Lorraine ainsi qu'au Maire de Malzéville.

Nancy, le 4 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20084078 du 3 avril 2012 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à l'Université de Nancy II à Nancy (54037)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment son article 10 ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 modifiée susvisée ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 juin 1997 portant autorisation d'un système de vidéoprotection ;

VU la demande présentée par M. Martial DELIGNON, pour l'ISAM-IAE, Présidence de l'UNIVERSITE DE NANCY II, pour le renouvellement d'un système de vidéoprotection autorisé situé 25 rue Baron LOUIS, 54037 NANCY Cedex ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er : L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 20 juin 1997 sus-visé, à l'UNIVERSITE DE NANCY II est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20084078.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme Laurence OURY, Directrice.

Article 3 : Aucun enregistrement des images n'est prévu.

Article 4 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 5 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 6 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 7 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 8 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet et le Directeur Départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé et sera notifié à M. Martial DELIGNON, pour l'UNIVERSITE DE NANCY II, ainsi qu'au Maire de NANCY.

Nancy, le 3 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20084164 du 2 avril 2012 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à l'Ecole des Mines de Nancy à Nancy (54042)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment son article 10 ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 modifiée susvisée ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 octobre 1997, modifié par arrêté préfectoral du 15 janvier 2008, portant autorisation d'un système de vidéoprotection ;

VU la demande présentée par M. Michel JAUZEIN, directeur de l'Ecole des Mines de NANCY, pour le renouvellement d'un système de vidéoprotection autorisé situé Université de Lorraine, Ecole des Mines, Parc de SAURUPT, 54042 NANCY ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er : L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 15 octobre 1997 sus-visé et modifié le 15 janvier 2008, au directeur de l'Ecole des Mines à NANCY est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20084164.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Michel PANNIER, Secrétaire Général de l'Ecole des Mines de NANCY.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 7 jours.

Article 4 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 5 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 6 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 7 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 8 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet et le Directeur Départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé et sera notifié à M. Michel JAUZEIN, Directeur de l'Ecole des Mines, ainsi qu'au Maire de NANCY.

Nancy, le 2 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20084171 du 29 mars 2012 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection au RTE EDF TRANSPORT à Villers-lès-Nancy (54600)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment son article 10 ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 modifiée susvisée ;
VU l'arrêté préfectoral du 15 janvier 1999 portant autorisation d'un système de vidéoprotection ;
VU la demande présentée par M. Patrick BORTOLI, Chef d'établissement pour RTE EDF TRANSPORT (Réseau Transport d'Electricité), pour le renouvellement d'un système de vidéoprotection autorisé situé rue de VERSIGNY, aux numéros 2, 4, 6, 8 et 8 bis, 54600 VILLERS LES NANCY ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er : L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 15 janvier 1999 sus-visé, à EDF est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20084171.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Patrick BORTOLI, Chef d'établissement ;

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 5 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 6 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 7 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 8 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet et le Directeur Départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Patrick BORTOLI, Chef d'établissement pour RTE EDF TRANSPORT (Réseau Transport d'Electricité), ainsi qu'au Maire de la commune de VILLERS LES NANCY.

Nancy, le 29 mars 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20084260 du 3 avril 2012 portant modification d'un système de vidéoprotection à l'Institut National de Recherche et de Sécurité à Vandoeuvre-lès-Nancy (54519)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment son article 10 ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 modifiée susvisée ;
VU l'arrêté préfectoral du 11 mai 2004, modifié le 9 novembre 2007, portant autorisation pour l'installation d'un système de vidéoprotection ;
VU la demande de modification de ce système de vidéoprotection autorisé situé à l'Institut National de Recherche et de Sécurité, Centre de LORRAINE, 1 rue du MORVAN, CS 60027, 54519 VANDOEUVRE LES NANCY, présentée par M. Wilfried STRAUSS, Directeur ;
VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à l'intérieur d'un périmètre délimité géographiquement à VANDOEUVRE LES NANCY par les adresses suivantes :
- Rue du MORVAN
- Avenue de BOURGOGNE
- Rue du DOYEN PARISOT
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er : M. Wilfried STRAUSS, Directeur de l'Institut National de Recherche et de Sécurité, Centre de Lorraine, est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20084260.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 11 mai 2004 susvisé, modifié le 9 novembre 2007.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du Département BATI.

Article 3 : Les modifications portent sur le nombre de caméras et sur la création d'un périmètre vidéoprotégé.

Article 4 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 5 : Les délais et voies de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 6 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Wilfried STRAUSS, Directeur de l'Institut National de Recherche et de Sécurité, Centre de Lorraine ainsi qu'au Maire de la commune de VANDOEUVRE LES NANCY.

Nancy, le 3 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20084262 du 3 avril 2012 portant modification d'un système de vidéoprotection à l'Institut Universitaire de Technologie Nancy Charlemagne à Nancy (54000)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment son article 10 ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 modifiée susvisée ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 juin 1997, modifié le 17 juillet 2008, portant autorisation pour l'installation d'un système de vidéoprotection ;

VU la demande de modification d'un système de vidéoprotection autorisé situé à l'Institut Universitaire de Technologie NANCY CHARLEMAGNE - 2 ter, boulevard CHARLEMAGNE - 54000 NANCY, présentée par M. Martial DELIGNON ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er : L'Institut Universitaire de Technologie NANCY CHARLEMAGNE est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20084262.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 20 juin 1997 susvisé, modifié le 17 juillet 2008.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Herbert NERY, Directeur.

Article 3 : Les modifications portent sur :

- l'accès aux images

- la durée de conservation des images

- la sécurité et la confidentialité des images

Article 4 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 5 : Les délais et voies de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 6 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Martial DELIGNON, pour l'Institut Universitaire de Technologie NANCY CHARLEMAGNE ainsi qu'au Maire de NANCY.

Nancy, le 3 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20084427 du 3 avril 2012 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection au Lycée Professionnel Jean Morette à Landres (54970)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment son article 10 ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 modifiée susvisée ;

VU l'arrêté préfectoral du 26 janvier 1998 portant autorisation d'un système de vidéoprotection ;

VU la demande présentée par M. Jean-Noël PALLEZ, Proviseur du lycée Professionnel Jean MORETTE, pour le renouvellement d'un système de vidéoprotection autorisé situé 1 rue du collège, 54970 LANDRES ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er : L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 26 janvier 1998 sus-visé, au lycée professionnel Jean MORETTE est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20084427.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Jean-Noël PALLEZ, Proviseur.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 29 jours.

Article 4 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 5 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 6 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 7 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 8 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet et le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé et sera notifié à M. Jean-Noël PALLEZ, Proviseur, au Maire de la commune de LANDRES ainsi qu'à Mme la Sous-Préfète de BRIEY.

Nancy, le 3 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20084590 du 29 mars 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la SARL QUINTO, parfumerie FARAJOU, à Longwy-Haut (54400)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 modifiée susvisée ;

VU la demande d'autorisation présentée par M. Philippe QUINTO, gérant de la SARL QUINTO, parfumerie FARAJOU pour l'installation d'un système de vidéoprotection situé 4 rue VOLTAIRE, 54400 LONGWY HAUT ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er : M. Philippe QUINTO, gérant de la SARL QUINTO, parfumerie FARAJOU, est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20084590.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Philippe QUINTO, gérant.

Article 3 : Aucun enregistrement des images n'est prévu.

Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Philippe QUINTO, gérant de la SARL QUINTO, parfumerie FARAJO, et dont une copie sera transmise au Maire de LONGWY ainsi qu'à la Sous-Préfète de BRIEY.

Nancy, le 29 mars 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20110513 du 29 mars 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la Société de Tir de Briey « BRIEY TIR SPORTIF » à Briey (54150)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 modifiée susvisée ;
VU la demande d'autorisation présentée par M. Frédéric WOJCIESZAK, président de la Société de Tir de BRIEY « BRIEY TIR SPORTIF » pour l'installation d'un système de vidéoprotection situé rue du MOULIN de DOHLAIN, 54150 BRIEY ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

A R R E T E

Article 1er : M. Frédéric WOJCIESZAK, président de la Société de Tir de BRIEY « BRIEY TIR SPORTIF » est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110513.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Frédéric WOJCIESZAK, président.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 10 jours.

Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Frédéric WOJCIESZAK, président de la Société de Tir de BRIEY « BRIEY TIR SPORTIF », et dont une copie sera transmise au Maire ainsi qu'à Mme la Sous-Préfète de BRIEY.

Nancy, le 29 mars 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20110523 du 3 avril 2012 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à la Banque Populaire Lorraine Champagne à Nancy (54000)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment son article 10 ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 modifiée susvisée ;
VU l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2007 portant autorisation d'un système de vidéoprotection ;
VU la demande présentée par M. le responsable sécurité de la Banque Populaire Lorraine Champagne, pour le renouvellement de ce système de vidéoprotection autorisé situé 84, rue Charles Keller - 54000 NANCY ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er : L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 15 janvier 2007 sus-visé, au responsable sécurité de la Banque Populaire Lorraine Champagne est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20110523.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. le responsable sécurité.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 5 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 6 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 7 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 8 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet et le Directeur Départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. le responsable sécurité de la Banque Populaire Lorraine Champagne, et dont un exemplaire sera adressé au Maire de NANCY.

Nancy, le 3 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20110544 du 2 avril 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à l'Université Henri Poincaré Nancy I à Nancy (54003)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 modifiée susvisée ;
VU la demande d'autorisation présentée par M. René LAVAL, responsable technique de l'UNIVERSITE HENRI POINCARÉ NANCY I pour l'installation d'un système de vidéoprotection situé 24 rue LIONNOIS, 54003 NANCY ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er : M. René LAVAL, responsable technique de l'UNIVERSITE HENRI POINCARÉ NANCY I est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110544.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. René LAVAL, responsable technique.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. René LAVAL, responsable technique de l'UNIVERSITE HENRI POINCARE NANCY I, et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 2 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20110565 du 29 mars 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la SARL BLIMES, Restaurant-Pizzeria LE CAPRI à Lunéville (54300)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 modifiée susvisée ;

VU la demande d'autorisation présentée par Mme Murielle LERAT, gérante de la SARL BLIMES, RESTAURANT PIZZERIA LE CAPRI, pour l'installation d'un système de vidéoprotection situé 8 rue CHANZY, 54300 LUNEVILLE ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er : Mme Murielle LERAT, gérante de la SARL BLIMES, RESTAURANT PIZZERIA LE CAPRI, est autorisée, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110565.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme Murielle LERAT, gérante.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 20 jours.

Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Mme Murielle LERAT, gérante de la SARL BLIMES, RESTAURANT PIZZERIA LE CAPRI, et dont une copie sera transmise au Maire ainsi qu'au Sous-Préfet de LUNEVILLE.

Nancy, le 29 mars 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20110575 du 29 mars 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la Société Française Donges-Metz à Saint-Baussant (54470)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 modifiée susvisée ;
VU la demande d'autorisation présentée par M. Philippe MARAVAL, Chef de Région pour la Société Française Donges-Metz, pour l'installation d'un système de vidéoprotection situé REGION EST SAINT BAUSSANT, RD 28 A, 54470 SAINT BAUSSANT ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er : M. Philippe MARAVAL, Chef de Région pour la Société Française Donges-Metz est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110575.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Philippe MARAVAL, Chef de Région.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Commandant du Groupement Départemental de la Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Philippe MARAVAL, Chef de Région pour la Société Française Donges-Metz, et dont une copie sera transmise au Maire de SAINT BAUSSANT ainsi qu'au Sous-Préfet de TOUL.

Nancy, le 29 mars 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20110582 du 29 mars 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la SAS CHERRIER à Lunéville (54300)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 modifiée susvisée ;

VU la demande d'autorisation présentée par M. Claude FRESSE, Président Directeur Général de la SAS CHERRIER, pour l'installation d'un système de vidéoprotection situé 6 rue RIVOLET, 54300 LUNEVILLE ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er : M. Claude FRESSE, Président Directeur Général de la SAS CHERRIER est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110582.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Claude FRESSE, Président Directeur Général.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 25 jours.

Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Claude FRESSE, Président Directeur Général de la SAS CHERRIER, et dont une copie sera transmise au Maire ainsi qu'au Sous-Préfet de LUNEVILLE.

Nancy, le 29 mars 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20110583 du 29 mars 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la SAS CHERRIER à Heillecourt (54180)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 modifiée susvisée ;
VU la demande d'autorisation présentée par M. Claude FRESSE, Président Directeur Général de la SAS CHERRIER, pour l'installation d'un système de vidéoprotection situé 2 allée des Tilleuls, 54180 HEILLECOURT ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er : M. Claude FRESSE, Président Directeur Général de la SAS CHERRIER est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110583.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Claude FRESSE, Président Directeur Général.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 25 jours.

Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Claude FRESSE, Président Directeur Général de la SAS CHERRIER, et dont une copie sera transmise au Maire de HEILLECOURT

Nancy, le 29 mars 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20110599 du 3 avril 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la Faculté de Droit de Nancy « Université Lorraine » à Nancy (54035)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 modifiée susvisée ;
VU la demande d'autorisation présentée par M. Martial DELIGNON, pour la FACULTE DE DROIT DE NANCY « UNIVERSITE LORRAINE », concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé 13 place CARNOT, 54035 NANCY CEDEX ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er : M. Martial DELIGNON, pour la FACULTE DE DROIT DE NANCY « UNIVERSITE LORRAINE » est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110599.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. le Doyen de la faculté de droit.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 05 jours.

Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Martial DELIGNON, pour la FACULTE DE DROIT DE NANCY « UNIVERSITE LORRAINE », et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 3 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20110600 du 3 avril 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection au Service Général du Campus Manufacture à Nancy (54037)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 modifiée susvisée ;
VU la demande d'autorisation présentée par M. Martial DELIGNON, pour le Service Général du CAMPUS MANUFACTURE, pour l'installation d'un système de vidéoprotection situé 13 rue Michel NEY - 54037 NANCY ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er : Le Service Général du CAMPUS MANUFACTURE est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110600.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme Odile THIERY, directrice.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 : Les délais et voies de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 13 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Martial DELIGNON pour le Service Général du CAMPUS MANUFACTURE, et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 3 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Délais et voies de recours

Si vous souhaitez contester les présentes décisions administratives, vous avez la possibilité de former :

Soit un recours administratif dans les 2 mois courant, à compter de leur notification sous une des deux formes :

- soit un recours gracieux adressé à M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle – 1 rue Préfet Claude Érignac – CO 60031 – 54038 NANCY CEDEX.

- soit un recours hiérarchique adressé à M. le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration – Direction des libertés publiques et des affaires juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux – Bureau du contentieux des polices administratives – Place Beauvau – 75800 PARIS CEDEX 08.

NB : En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

Soit un recours contentieux, dans ce même délai :

- ce recours seul adressé à Mme la Présidente du Tribunal administratif de Nancy – 5 place de la Carrière – 54036 NANCY CEDEX.

NB : Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification des décisions contestées. Ce délai est prorogé de 2 mois supplémentaires à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique.

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE**Bureau des procédures environnementales**

Arrêté n° 54-2010-00152 du 27 mars 2012 portant autorisation au titre de l'article L. 214-3 et déclaration d'intérêt général au titre de l'article L. 211-7 du code de l'environnement concernant le programme pluriannuel de restauration et de mise en valeur des cours d'eau sur les communes de Mont-Bonvillers, Lubey, Les Baroches, Anoux, Briey, Lantéfontaine, Mairy-Mainville et Tucquegnieux

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 211-7, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le code de l'expropriation et notamment les articles R. 11-4 à R. 11-14 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;

VU le dossier de déclaration d'intérêt général nécessitant une demande d'autorisation, complet et régulier, déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement reçu le 20/10/2010, présenté par SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE CONTRAT DE RIVIERE WOIGOT représenté par Monsieur le Président, Monsieur Michel CAUSIN, enregistré sous le n° 54-2010-00152 et relatif à programme pluriannuel de restauration des cours d'eau et plans d'eau sur les communes MONT-BONVILLERS, LUBEY, LES BAROCHES, ANOUX, BRIEY, LANTÉFONTAINE, MAIRY-MAINVILLE et TUCQUEGNIEUX ;

VU l'enquête publique réglementaire qui s'est déroulée du 22/11/2011 au 12/12/2011 inclus ;

VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur déposés le 7 janvier 2012 ;

VU l'absence d'avis des communes de Mont-Bonvillers, Lubey, Les Baroches, Briey, Lantéfontaine, Mairy-Mainville et Tucquegnieux et l'avis favorable de la commune d'Anoux ;

VU le rapport rédigé par le service police de l'eau en date du 15 février 2012 ;

VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de MEURTHE-ET-MOSELLE en date du 14 mars 2012 ;

VU l'avis du pétitionnaire concernant le projet du présent arrêté sollicité par courrier en date du 15 mars 2012 ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;

CONSIDÉRANT que les travaux de reconquête du milieu ne peuvent être réalisés de façon cohérente sur l'ensemble des communes de Meurthe-et-Moselle que dans le cadre d'une déclaration d'intérêt général ;

CONSIDÉRANT que la validité de la déclaration d'intérêt général aura une durée de 5 ans, à compter de la date de cet arrêté préfectoral, et sera renouvelable pour 5 ans ;

Que le pétitionnaire a émis un avis favorable sur le projet d'arrêté d'autorisation qui lui a été transmis, par courrier électronique du 26 mars 2012 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

TITRE I : OBJET DE LA DECLARATION D'INTERET GENERAL

Article 1er : Objet de l'autorisation et de la déclaration d'intérêt général

A la demande du Syndicat intercommunal de mise en œuvre du Contrat de Rivière Woigot, représentée par son Président, M. Michel CAUSIN, les travaux, actions, ouvrages ou installations relatifs au programme pluriannuel du Syndicat intercommunal de mise en œuvre du Contrat de Rivière Woigot, sont déclarés d'intérêt général.

Le projet concerne les cours d'eau du Woigot, le ruisseau de la Vallée, le Rawé, le Séchevaux ainsi que leurs affluents.

Le Syndicat intercommunal de mise en œuvre du Contrat de Rivière Woigot est autorisé en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à réaliser les travaux de restauration et de mise en valeur des cours d'eau sur les communes de MONT-BONVILLERS, LUBEY, LES BAROCHES, ANOUX, BRIEY, LANTÉFONTAINE, MAIRY-MAINVILLE et TUCQUEGNIEUX.

Les rubriques définies au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime Arrêté Ministériel prescriptions générales
3.1.1.0	Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant: un obstacle à la continuité écologique entraînant une différence de niveau supérieure à 20 cm mais inférieure à 50 cm pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation	Déclaration
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0 ou conduisant à la dérivation du cours d'eau sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m	Autorisation AM du 13/02/2002
3.1.4.0	Consolidation ou protection des berges, à l'exclusion des canaux artificiels, par des techniques autres que végétales vivantes sur une longueur supérieure à 20 m mais inférieure à 200 m	Déclaration AM du 28/11/2007
3.1.5.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités dans le lit mineur d'un cours d'eau étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens : Destruction de plus de 200 m2 de frayères	Autorisation

Article 2 : Caractéristiques des travaux

Le programme de restauration portent sur :

- La pose de clôtures qui interdira l'accès du bétail aux cours d'eau, et la mise en place de gué empierré pour permettre au bétail de franchir les petits cours d'eau sans détériorer les berges ;
 - L'entretien et la restauration de la ripisylve : replantation avec des essences locales, élagage et débroussaillage quand la végétation arborescente est trop dense, coupe sélective pour rajeunir la ripisylve par recépage et taille en têtard, coupe des espèces indésirables à enracinement superficiel ;
 - Le nettoyage du lit et des berges par le retrait des déchets et des embâcles faisant obstacles aux écoulements ;
 - La restauration de la continuité hydraulique par des aménagements contribuant à limiter l'érosion des berges et à améliorer la circulation piscicole ; les principaux ouvrages hydrauliques aménagés sont :
 - 1 Ouvrages sur le ruisseau du Méraumont: réaliser une échancrure dans le radier de l'ancien vannage ou suppression complète de l'ouvrage ;
 - 2 Buse sur le Rawé et sur le ruisseau du Pré de la Vierge: suppression des buses et mise en place d'un gué empierré, ou aménagement d'un prébarrage ;
 - 3 Ouvrage sur la Multat: constitution d'un prébarrage situé en aval de l'ouvrage qui fractionnera la hauteur de chute ;
 - La restauration morphologique du lit mineur, par la création d'un lit mineur d'étiage et la mise en place de banquettes végétalisées sur les ruisseaux suivants : Le Séchevaux à Anoux, Le Nouillant à Tucquegnieux et Le Woigot à Briey ;
 - La réalisation de protection de berges à l'aide de techniques mixtes (enrochements en pieds de berge et génie végétal) sur un secteur particulièrement érodé sur le Ruisseau de la Vallée à Tucquegnieux.
- Suite aux visites de surveillance, un programme d'entretien sera réalisé chaque année, il vise à :
- assurer la gestion de la végétation ligneuse (élagage, recépage, ...)
 - enlever les embâcles gênants dans le lit, sur les seuils et autres ouvrages

TITRE II : PRESCRIPTIONS

Article 3 : Prescriptions générales

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent arrêté.

Article 4 : Prescriptions spécifiques

Le service départemental de l'ONEMA et le service police de l'eau de la DDT seront associés aux réunions préparatoires de chantier afin de déterminer si des mesures supplémentaires doivent être mises en place. Ils seront également conviés à chaque réunion de chantier durant toute la durée des travaux.

Quand l'aménagement d'un ouvrage hydraulique prévoit une variante, le pétitionnaire devra présenter, au moins un mois avant le début d'exécution des travaux, la solution retenue aux services police de l'eau de la DDT et de l'ONEMA.

Le pétitionnaire devra rechercher des solutions pour augmenter la lame d'eau en étiage sous le pont de la D906 à Lubey. Il devra également supprimer les aqueducs ou gués inutilisés ayant un impact négatif sur les écoulements et/ou la continuité écologique et sédimentaire.

Les travaux sur les ouvrages hydrauliques et les plantations sur rives ne pourront être entrepris qu'avec l'accord préalable des propriétaires riverains concernés.

Le calendrier prévisionnel des travaux sera affiché dans les communes concernées au moins un mois avant le démarrage des travaux puis réactualisé autant que de besoin.

Pour les propriétaires des parcelles de part et d'autres des cours d'eau, une solution sera trouvée pour assurer le libre accès des terrains situés de chaque côté du cours d'eau sans entraver la continuité écologique.

Les installations de chantier seront positionnées à l'écart des cours d'eau, au moins à 100 mètres.

Les systèmes hydrauliques et les réservoirs de carburant des engins seront vérifiés afin d'écartier tout risque de pollution des eaux. Les stockages d'hydrocarbures comporteront une cuve de rétention de capacité suffisante.

Des matériaux absorbants seront présents sur le chantier pour confiner tout départ de pollution.

Le nettoyage éventuel des engins mis en œuvre sur le chantier sera réalisé sur une aire aménagée à cet effet et équipée de dispositifs débourbeurs déshuileurs. Cette surface sera impérativement en dehors des zones inondables.

En cas de montée des eaux ou d'interruption du chantier, les engins seront repliés en dehors de la zone inondable.

Aussitôt après l'achèvement des travaux, le pétitionnaire devra enlever tous les décombres, terres, matériaux divers qui pourraient subsister.

Article 5 : Mesures correctives

Les mesures correctrices suivantes sont proposées au dossier :

- Les travaux qui portent sur la végétation des berges seront réalisés depuis les rives en longeant la rivière, hors période de nidification des oiseaux ;
- Les travaux au sein du lit mineur seront réalisés en période de basses eaux, afin de limiter les incidences sur le milieu aquatique, hors période de frai (entre août et février) ;
- Les travaux effectués dans le lit seront réalisés de manière à limiter la mise en mouvement des matières en suspensions par la mise en place de barrages filtrants afin de retenir le maximum de matières en suspension ;
- Une attention toute particulière sera portée aux éventuels rejets d'hydrocarbures provenant des engins de chantier. Les stockages d'hydrocarbures comporteront une cuve de rétention de capacité suffisante.

Article 6 : Servitude de passage et accès aux installations

Pendant les travaux, les riverains devront laisser le passage sur leurs terrains, depuis le lever jusqu'au coucher du soleil, aux agents et surveillants chargés des travaux ainsi qu'aux agents chargés de la police et l'eau et de la police de la pêche.

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Les propriétaires riverains seront personnellement informés à l'avance des travaux les concernant par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre.

Article 7 : Mesures de sauvegarde

Pendant les travaux, les ouvrages et les écoulements au droit de l'emprise des travaux seront constamment entretenus aux frais du permissionnaire en bon état de fonctionnement.

Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la demande de la police des eaux et de la pêche.

Article 8 : Mesures de sécurité publique

L'entrepreneur veillera aux mesures de sécurité (signalisations, port de matériel de sécurité : casque, gants...).

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir et faire disparaître, aux frais et risques du pétitionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant du présent article pas plus que la surveillance des personnes habilitées ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien, leur exploitation.

Article 9 : Moyens d'analyses, de surveillance et de contrôle

Une visite de contrôle sera réalisée chaque année et après chaque crue sur l'ensemble du linéaire, elle portera sur :

- un suivi de l'état des ouvrages ;
- un contrôle des points particuliers (anses d'érosion, développement des massifs de plantes invasives) ;
- suivi général de la végétation des berges (état sanitaire, développement des jeunes plants, ...).

TITRE III : DISPOSITIONS GENERALES

Article 10 : Durée de l'autorisation et de la déclaration d'intérêt général

Le programme de restauration et de mise en valeur est prévu pour une durée de 14 mois, il devra être terminé avant le 31 mars 2014.

Le programme d'entretien se déroulera de 2012 au 31 mars 2017.

L'autorisation pluriannuelle d'exécution du programme d'entretien est accordée pour 5 ans. Elle pourra être renouvelée pour 5 ans si le Syndicat intercommunal de mise en œuvre du Contrat de Rivière Woigot présente 6 mois avant l'échéance un nouveau programme de gestion.

Article 11 : Conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R. 214-18 du code de l'environnement.

Article 12 : Début et fin des travaux – Mise en service

Le pétitionnaire doit informer le service de police de l'eau instructeur du présent dossier des dates de démarrage et de fin des travaux et, le cas échéant, de la date de mise en service de l'installation.

Article 13 : Caractère de l'arrêté préfectoral

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'état exerçant ses pouvoirs de police.

Faute pour le permissionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

Article 14 : Déclaration des incidents ou accidents

Le permissionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet du présent arrêté, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Article 15 : Condition de renouvellement de la déclaration d'intérêt général

Elle pourra être renouvelée si le Syndicat Intercommunal du contrat de rivière Woigot présente une demande de renouvellement au moins 6 mois avant l'expiration du présent arrêté.

Article 16 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 17 : Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 18 : Publication et information des tiers

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié à la diligence des services de la Préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE, et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de MEURTHE-ET-MOSELLE.

Une copie de la présente autorisation sera transmise pour information aux conseils municipaux des communes de Mont-Bonvillers, Lubey, Les Baroches, Anoux, Briey, Lantéfontaine, Mairy-Mainville et Tucquegnieux.

Un extrait de la présente autorisation énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise sera affiché dans les mairies de Mont-Bonvillers, Lubey, Les Baroches, Anoux, Briey, Lantéfontaine, Mairy-Mainville et Tucquegnieux pendant une durée minimale d'un mois.

Un exemplaire du dossier de déclaration d'intérêt général nécessitant une demande d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information à la Préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE, ainsi qu'à la mairie de la commune de BRIEY.

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE pendant une durée d'au moins 1 an.

Article 19 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage en mairie prévu au R. 214-19 du code de l'environnement.

Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;

- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Article 20 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la sous-préfète de Briey, les maires des communes de Mont-Bonvillers, Lubey, Les Baroches, Anoux, Briey, Lantéfontaine, Mairy-Mainville et Tucquegnieux, le directeur départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle, le chef du service départemental de l'ONEMA et le Directeur de l'Agence de L'Eau Rhin-Meuse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et dont une copie sera tenue à la disposition du public dans chaque mairie intéressée.

Nancy, le 27 mars 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

PJ :

- Arrêté du 28 novembre 2007 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.2.0 (2°) de la nomenclature annexée au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement.

- Arrêté Ministériel du 13 février 2002 fixant les prescriptions générales applicables aux consolidations, traitements ou protections de berges soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.4.0 (2°) de la nomenclature.

Arrêté n° 54-2011-00137 du 27 mars 2012 portant autorisation au titre de l'article L. 214-3 et déclaration d'intérêt général au titre de l'article L. 211-7 du code de l'environnement concernant la restauration du Trey et de ses affluents sur les communes de Vandières, Villers-sous-Preny et Vilcey-sur-Trey

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le code de l'expropriation et notamment les articles R. 11-4 à R. 11-14 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;

VU le dossier de déclaration d'intérêt général nécessitant une demande d'autorisation complet et régulier déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement reçu le 5 août 2011, présenté par Syndicat Intercommunal à vocation unique du Trey représenté par Madame Martine CLARENDON, enregistré sous le n° 54-2011-00137 et relatif à la restauration du TREY et de ses affluents ;

VU l'enquête publique réglementaire qui s'est déroulée du 28/11/2011 au 16/12/2011 ;

VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur déposés le 26 décembre 2011 ;

VU l'absence d'avis des communes de Villers sous Preny et de Vilcey sur Trey ;

VU l'avis favorable de la commune de Vandières ;

VU le rapport rédigé par le service police de l'eau en date du 15 février 2012 ;

VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de MEURTHE-ET-MOSELLE en date du 14 mars 2012 ;

VU l'avis du pétitionnaire, rendu par courrier du 19 mars 2012, concernant le projet du présent arrêté, sollicité par courrier en date du 15 mars 2012 ;

CONSIDERANT

Que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;
 Que les travaux de reconquête du milieu ne peuvent être réalisés de façon cohérente que dans le cadre d'une Déclaration d'Intérêt Général ;
 Que la validité de la déclaration d'intérêt général aura une durée de 5 ans, à compter de la date de cet arrêté préfectoral, et sera renouvelable pour 5 ans ;
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

TITRE 1 : OBJET DE L'AUTORISATION ET DE LA DECLARATION D'INTERET GENERAL

Article 1er : Objet de l'autorisation et de la déclaration d'intérêt général

A la demande du Syndicat Intercommunal à Vocation Unique (SIVU) du Trey représenté par Madame Martine CLARENDON, les travaux, actions, ouvrages ou installations relatifs à la restauration du Trey et de ses affluents, sont déclarés d'intérêt général.

Le projet concerne les cours d'eau du Trey, du Larmeveaux, du Neuf Moulin, du Vau et du Morvau sur les communes de Vandières, Villers sous Prény et Vilcey sur Trey.

Le pétitionnaire, Syndicat Intercommunal à vocation unique du Trey représenté par Madame Martine CLARENDON est autorisé en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à réaliser l'opération suivante : Dossier de Déclaration d'Intérêt Général et d'autorisation au titre de la loi sur l'eau concernant la restauration du TREY et de ses affluents sur les communes de Vandières, Villers sous Prény et Vilcey sur Trey.

Les rubriques définies au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubriques	Intitulé	Régime Arrêté Ministériel prescriptions générales
3.1.2.0	Installations, Ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau ; 1) sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m A 2) sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 D	Autorisation
3.1.5.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens : 1) destruction de plus de 200 m2 de frayères A 2) dans les autres cas D	Autorisation
3.2.1.0	Entretien de cours d'eau ou de canaux, à l'exclusion de l'entretien visé à l'article L.215.14 du code de l'environnement réalisé par le propriétaire riverain, du maintien et du rétablissement des caractéristiques des chenaux de navigation, des dragages visés à la rubrique 4.1.3.0 et de l'entretien des ouvrages visés à la rubrique 2.1.5.0, le volume des sédiments extraits étant au cours d'une année ; 1) supérieur à 2 000 m3 A 2) inférieur ou égal à 2000 m3 dont la teneur des sédiments extraits est supérieure ou égale au niveau de référence S1 A 3) inférieur ou égal à 2000 m3 dont la teneur des sédiments extraits est inférieure au niveau de référence S1 D	Déclaration Arrêté du 30 mai 2008
3.2.4.0	Vidanges 1) vidanges de plans d'eau issus de barrages de retenue, dont la hauteur est supérieure à 10 m ou dont le volume de la retenue est supérieur à 5 000 000 m3 A 2) autres vidanges de plans d'eau, dont la superficie est supérieure à 0.1 ha, hors opération de chômage des voies navigables, hors piscicultures mentionnées à l'article L.431-6 du code de l'environnement, hors plans d'eau mentionnés à l'article L.431-7 du même code D	Déclaration Arrêté du 27 août 1999
3.3.1.0	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant ; 1) supérieure ou égale à 1 ha A 2) supérieure à 0.1 ha, mais inférieure à 1 ha D	Déclaration

Article 2 : Caractéristiques des ouvrages

Le programme de restauration du Trey et des ruisseaux de Neuf Moulin, de Larmeveaux, de Vau et de Morvau portent sur :

- la restauration des fonctions auto-épuratrice du cours d'eau au niveau des traversées urbaines (mise en place d'un lit mineur d'étiage au niveau des traversées urbaines, adoucissement de berges et réaménagement de berges) ;
- la restauration de continuité écologique et sédimentaire au niveau des ouvrages hydrauliques et des plans d'eau (retrait sélectif d'encombre, retrait de buse ayant un impact négatif sur les écoulements et/ou la continuité écologique et sédimentaire, rasoir les seuils infranchissable par la faune aquatique, mise en place de rampe en enrochements, retrait de gravats après l'écroulement d'anciens édifices, effacement d'un plan d'eau, retrait de tous matériaux faisant office de barrage, réalisation d'échancrure de seuil) ;
- l'entretien de la ripisylve en place (opération d'égale, de recépage, de coupes sélectives) ;
- la gestion d'une ripisylve sur les secteurs qui en sont dépourvus (plantation d'arbres et d'arbustes, densification du peuplement par replantation sur des zones discontinues) ;
- la restriction de l'accès au lit par le bétail contribuant à la dégradation du lit mineur du cours d'eau et des berges. (pose de clôture, mise en place d'abreuvoirs et empiérement de passage de gué) ;
- la gestion des espèces invasives par la fauche manuelle trois fois par an.

Suite aux visites de surveillance, un programme d'entretien sera réalisé chaque année, il vise à :

- assurer la gestion de la végétation ligneuse (égale, recépage, ...) ;
- enlever les embâcles gênants dans le lit, sur les seuils et autres ouvrages ;
- gérer les espèces invasives par la fauche manuelle trois fois par an.

TITRE 2 : PRESCRIPTIONS

Article 3 : Prescriptions générales

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent arrêté.

Prescriptions spécifiques

Le service départemental de l'ONEMA et le service police de l'eau de la DDT seront associés aux réunions préparatoires de chantier afin de déterminer si des mesures supplémentaires doivent être mises en place. Ils seront également conviés à chaque réunion de chantier durant toute la durée des travaux.

Pour éviter la propagation de la peste des écrevisses, transmises par les écrevisses américaines aux espèces autochtones, les matériels devront être traités avec une solution bactéricide, fongicide et virucide, soit par aspersion, soit par trempage. Il est recommandé d'arriver sur un site avec des bottes sèches. Dans le cas où ce n'est pas possible, il faudra veiller à ce que la désinfection de ces dernières soient irréprochables.

Les installations de chantier seront positionnées à l'écart du cours d'eau, au moins à 100 mètres.

Les systèmes hydrauliques et les réservoirs de carburant des engins seront vérifiés afin d'écarter tout risque de pollution des eaux. Les stockages d'hydrocarbures comporteront une cuve de rétention de capacité suffisante.

Des matériaux absorbants seront présents sur le chantier pour confiner tout départ de pollution.

Le nettoyage éventuel des engins mis en œuvre sur le chantier sera réalisé sur une aire aménagée à cet effet et équipée de dispositifs déboueurs déshuileurs. Cette surface sera impérativement en dehors des zones inondables.

En cas de montée des eaux ou d'interruption du chantier, les engins seront repliés en dehors de la zone inondable.

Aussitôt après l'achèvement des travaux, le pétitionnaire ou son mandataire devra enlever tous les décombres, terres, matériaux divers qui pourraient subsister.

Les travaux sur les ouvrages hydrauliques et plantations sur rives ne pourront être entrepris qu'avec l'accord préalable des propriétaires riverains concernés.

Le calendrier prévisionnel des travaux sera affiché dans les communes concernées au moins un mois avant le démarrage des travaux puis réactualisé autant que de besoin.

Pour les propriétaires des parcelles de part et d'autres du Trey, des ruisseaux de Neuf Moulin, de Larmevaux, de Vau et de Morvau, une solution sera trouvée pour assurer le libre accès des terrains situés de chaque côté du cours d'eau sans entraver la continuité écologique.

Article 4 : Mesures correctives

Les mesures correctrices suivantes sont proposées au dossier :

- Les travaux qui portent sur la végétation des berges seront réalisés depuis les rives en longeant le cours d'eau, hors période de nidification des oiseaux,
- Les travaux au sein du lit mineur seront réalisés en période de basses eaux, afin de limiter les incidences sur le milieu aquatique, hors période de frai (entre août et février),
- Les travaux effectués dans le lit seront réalisés de manière à limiter la mise en mouvement des matières en suspensions par la mise en place de barrages filtrants afin de retenir le maximum de matières en suspension,
- Une attention toute particulière sera portée aux éventuels rejets d'hydrocarbures provenant des engins de chantier. Les stockages d'hydrocarbures comporteront une cuve de rétention de capacité suffisante.

Article 5 : Servitude de passage et accès aux installations

Pendant les travaux, les riverains devront laisser le passage sur leurs terrains, depuis le lever jusqu'au coucher du soleil, aux agents et surveillants chargés des travaux ainsi qu'aux agents chargés de la police et l'eau et de la police de la pêche.

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Les propriétaires riverains seront personnellement informés à l'avance des travaux les concernant par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre.

Article 6 : Mesures de sauvegarde

Pendant les travaux, les ouvrages et les écoulements au droit de l'emprise des travaux seront constamment entretenus aux frais du pétitionnaire en bon état de fonctionnement.

Le pétitionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la demande de la police des eaux et de la pêche.

Article 7 : Mesures de sécurité publique

L'entrepreneur, mandaté par le pétitionnaire, veillera aux mesures de sécurité (signalisations, port de matériel de sécurité : casque, gants...).

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du pétitionnaire ou son mandataire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir et faire disparaître, aux frais et risques du pétitionnaire ou son mandataire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant du présent article pas plus que la surveillance des personnes habilitées ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du pétitionnaire ou son mandataire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien, leur exploitation.

Article 8 : Moyens d'analyses, de surveillance et de contrôle

Le pétitionnaire organisera une visite de contrôle chaque année et après chaque crue sur l'ensemble du linéaire, elle portera sur :

- un suivi de l'état des ouvrages ;
- un contrôle des points particuliers (anses d'érosion, développement des massifs de plantes invasives) ;
- suivi général de la végétation des berges (état sanitaire, développement des jeunes plants, ...).

TITRE 3 : DISPOSITIONS GENERALES

Article 9 : Durée de l'autorisation et de la déclaration d'intérêt général

Les travaux de restauration sont prévus sur 2 années. Ils devront être terminés avant le 31 mars 2014.

Le programme d'entretien se déroulera de 2012 au 31 mars 2017.

L'autorisation pluriannuelle d'exécution du programme d'entretien est accordée pour 5 ans. Elle pourra être renouvelée pour 5 ans si le SIVU du Trey présente 6 mois avant l'échéance un nouveau programme de gestion.

Article 10 : Conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R. 214-18 du code de l'environnement.

Article 11 : Début et fin des travaux – Mise en service

Le pétitionnaire doit informer le service de police de l'eau instructeur du présent dossier des dates de démarrage et de fin des travaux et, le cas échéant, de la date de mise en service de l'installation.

Article 12 : Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'état exerçant ses pouvoirs de police.

Faute pour le pétitionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du pétitionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le pétitionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

Article 13 : Déclaration des incidents ou accidents

Le pétitionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le pétitionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Article 14 : Condition de renouvellement de la déclaration d'intérêt général

Elle pourra être renouvelée si le Syndicat Intercommunal à Vocation unique du Trey présente une demande de renouvellement au moins 6 mois avant l'expiration du présent arrêté.

Article 15 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 16 : Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le pétitionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 17 : Publication et information des tiers

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié à la diligence des services de la Préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE, et aux frais du SIVU du Trey en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de MEURTHE-ET-MOSELLE.

Une copie de la présente autorisation sera transmise pour information aux conseils municipaux des communes de Vandières, Villers-sous-Prény et Vilcey-sur-Trey

Un extrait de la présente autorisation énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise sera affiché dans les mairies de Vandières, Villers-sous-Prény et Vilcey-sur-Trey pendant une durée minimale d'un mois.

Un exemplaire du dossier de déclaration d'intérêt général nécessitant une demande d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information à la Préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE, ainsi qu'à la mairie de la commune de VILLERS-SOUS-PRENY.

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE pendant une durée d'au moins 1 an.

Article 18 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage en mairie prévu au R. 214-19 du code de l'environnement.

Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;

- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Article 19 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, les maires des communes de Vandières, Villers-sous-Prény et Vilcey-sur-Trey, le directeur départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle, le chef du service départemental de l'ONEMA et le Directeur de l'Agence de L'Eau Rhin-Meuse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et dont une ampliation sera tenue à la disposition du public dans chaque mairie intéressée.

Nancy, le 27 mars 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

PJ :

- Arrêté du 30 mai 2008 fixant les prescriptions générales applicables aux opérations d'entretien de cours d'eau ou canaux soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.2.1.0 de la nomenclature annexée au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement.

- Arrêté du 27 août 1999 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux opérations de vidange de plans d'eau soumises à déclaration en application des articles L. 214-1 et L. 214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 3.2.4.0 (2°) de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié.

Arrêté n° 54-2011-00178 du 27 mars 2012 portant prise en compte de l'antériorité au titre de l'article L. 214-6 du code de l'environnement et complétant cette autorisation concernant un plan d'eau au lieu dit « l'étang », parcelles D 30, 28 et 26 sur la commune d'Essey-et-Maizerais, parcelle AD 131 sur la commune de Pannes

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;

VU le décret 2007-1735 du 11 décembre 2007 relatif à la sécurité des ouvrages hydrauliques et au comité technique permanent des barrages hydrauliques et modifiant le code de l'environnement ;

VU l'arrêté du 29 février 2008 modifié le 16 juin 2008 fixant des prescriptions relatives à la sécurité et à la sûreté des ouvrages hydrauliques ;

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le dossier reçu le 1^{er} septembre 2011, présenté par le Conservatoire du Littoral ;

VU la présence du plan d'eau sur les cartes de CASSINI et des NAUDIN attestant de l'existence du plan d'eau avant 1789 ;

VU l'avis du service de police de l'eau en date du 1^{er} février 2012 ;

VU l'avis du CODERST en date du 14 mars 2012 ;

VU l'avis du pétitionnaire concernant le projet du présent arrêté émis le 20/03/12 sollicité par courrier en date du 15/03/12 ;

CONSIDÉRANT que l'ouvrage est fondé en titre et qu'il peut-être fait application de l'article L. 214-6 II,

CONSIDÉRANT que les caractéristiques du plan d'eau et du prélèvement n'ont pas été modifiées depuis sa création ;

CONSIDÉRANT que l'ouvrage ne porte pas atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L211-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT les caractéristiques techniques du barrage notamment sa hauteur et son volume tels que définis à l'article R.214-112 du code de l'environnement ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE ;

ARRETE

TITRE 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

Article 1er : Objet de l'autorisation

Il est donné droit d'antériorité au Conservatoire du Littoral, Chemin de la Grande Roche B.P.18, 73371 LE BOURGET DU LAC Cedex, concernant l'autorisation d'exploiter, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, un plan d'eau situé sur les parcelles D.30, D.28 et D.26, commune d'Essey-et-Maizerais et sur la parcelle AD.131, commune de Pannes au lieu dit « l'étang ». Ce plan d'eau a le statut de « pisciculture ».

Ce plan d'eau fait partie du site natura 2000 FR4110007 en tant que ZPS (Zone de protection spéciale au titre de la Directive oiseaux)

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement. Les rubriques définies au tableau de l'article R214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
3.1.1.0	Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant : 1° un obstacle à l'écoulement des crues (A) 2° un obstacle à la continuité écologique a) entraînant une différence de niveau supérieure ou égale à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (A) b) entraînant une différence de niveau supérieure à 20 cm mais inférieure à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (D) Au sens de la présente rubrique, la continuité écologique des cours d'eau se définit par la libre circulation des espèces biologiques et par le bon déroulement du transport naturel des sédiments.	Autorisation	
3.2.3.0	Plans d'eau, permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A) 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha (D)	Autorisation	
3.2.4.0	1° Vidanges de plans d'eau issus de barrages de retenue, dont la hauteur est supérieure à 10 m ou dont le volume de la retenue est supérieur à 5 000 000 m ³ (A) 2° Autres vidanges de plans d'eau, dont la superficie est supérieure à 0,1 ha, hors opération de chômage des voies navigables, hors piscicultures mentionnées à l'article L 431-6 du code de l'environnement, hors plans d'eau mentionnés à l'article L431-7 du même code (D) Les vidanges périodiques des plans d'eau visés au 2° font l'objet d'une déclaration unique.	Déclaration	Arrêté du 27 août 1999
3.2.5.0	Barrages de retenue et digues de canaux: 1° de classes A,B ou C (A) 2° de classe D (D)	Déclaration	Arrêté du 29 février 2008
3.2.7.0	Pisciculture d'eau douce mentionnée à l'article L431-6 du code de l'environnement (D)	Déclaration	Arrêté du 1er avril 2008

Article 2 : Caractéristiques des ouvrages

Le plan d'eau est constitué d'un bassin d'une surface de 19.90 ha situé sur les parcelles D.30, D.28 et D.26 de la commune d'Essey-et-Maizerais et sur la parcelle AD.131 de la commune de Pannes au lieu dit « l'étang ».

Cet étang est alimenté par l'exutoire d'un étang en amont et par des eaux de ruissellement ponctuels.

Les eaux en rejet, en trop plein ou en vidange s'écoulent directement dans l'étang du petit Pannes pour rejoindre ensuite le ruisseau de Pannes et celui de Madine.

Ce plan d'eau possède un moine et une pêcherie fonctionnelle.

La vidange du plan d'eau s'effectue par le moine, et les poissons sont récupérés à l'aide d'un filet dans le chenal conservé en eau en amont du moine.

Article 3 : Classement de l'ouvrage

Le barrage de retenue relève de la classe D.

TITRE 2 : PRESCRIPTIONS

Article 4 : Prescriptions générales

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent arrêté.

Les eaux restituées au ruisseau devront être dans un état de nature à ne pas apporter de trouble préjudiciable à la qualité des eaux, à la salubrité publique, à la santé des animaux susceptibles

de s'abreuver dans le ruisseau, à la conservation, à la nutrition et la reproduction de la faune piscicole.

Les poissons de l'étang seront issus de piscicultures agréées, les factures seront fournies sur demande du service chargé de la police de l'eau.

L'introduction de poissons appartenant à des espèces susceptibles de provoquer des déséquilibre ou des espèces non représentées est interdite (art. L432.10 du code de l'environnement).

La vente de poissons à destination du repeuplement des rivières est subordonnée à l'agrément préalable de la pisciculture prévu par l'article L 432-12 du code de l'environnement.

Le pétitionnaire est tenu de clore son plan d'eau au moyen de grilles en fer, permanentes et inamovibles dont l'espacement des barreaux devra être inférieur à 10 mm ou tout autre moyen approprié.

Les ouvrages et l'étang seront constamment entretenus aux frais du permissionnaire en bon état de fonctionnement.

Article 5 : Prescriptions spécifiques relatives aux vidanges et à la pisciculture

Les vidanges sont prévues tous les 2 ans, le pétitionnaire devra prévenir le service police de l'eau de Meurthe et Moselle et de l'ONEMA 15 jours avant le début de la vidange.

La vidange de l'étang se fera dans un étalement convenable dans le temps de sorte à ne pas modifier de façon appréciable les conditions d'écoulement des eaux dans les ruisseaux en aval, d'éviter l'exportation de matières en suspension susceptible d'entraîner des nuisances dommageables aux ruisseaux de pannes et de Madine ou à des tiers.

Lors de la vidange, aucuns poissons ou crustacés présents dans le plan d'eau ne doivent passer dans les cours d'eau

Aucun apport d'engrais organique ou minérale, de nourriture, de produits sanitaires ou d'herbicides ne sera autorisé dans le plan d'eau

Article 6 : Prescriptions spécifiques relatives au barrage de retenue

Le barrage doit être rendu conforme aux dispositions des articles R. 214-122 à R. 214-124, R. 214-123 et R. 214-147 du code de l'environnement et à l'arrêté du 29 février 2008 suivant les délais et modalités suivantes :

- constitution du dossier avant le 31 décembre 2012 ;
- constitution du registre avant le 31 décembre 2012 ;
- élaboration des consignes écrites avant le 31 décembre 2012 ;
- réalisation d'une visites techniques approfondies avant le 31 décembre 2012 puis tous les 10 ans ;

Le barrage est dispensé de dispositif d'auscultation en application du 1° l'article R. 214-114 du code de l'environnement :

Article 7 : Modification des prescriptions

Si le déclarant veut obtenir la modification de certaines des prescriptions spécifiques applicables à l'installation, il en fait la demande au préfet, qui statue alors par arrêté.

Le silence gardé par l'administration pendant plus de trois mois sur la demande du déclarant vaut rejet.

TITRE 3 : DISPOSITIONS GENERALES

Article 8 : Conformité au dossier et modifications

Les installations et ouvrages, objets du présent arrêté, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenus du dossier de demande d'autorisation non contraire aux dispositions du présent arrêté.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier d'autorisation doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R 214-18 du code de l'environnement.

Article 9 : Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État exerçant ses pouvoirs de police.

Faute par le permissionnaire de se conformer aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux dispositions prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par la présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

Article 10 : Déclaration des incidents ou accidents

Le permissionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre toutes dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Article 11 : Accès aux installations

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Article 12 : Entretien et surveillance

Les ouvrages et l'étang seront constamment entretenus aux frais du permissionnaire en bon état de fonctionnement.

Article 13 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 14 : Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

En cas de vente du poisson à des fins d'alevinage ou d'empoisonnement, le bénéficiaire devra disposer d'un agrément.

Article 15 : Publication et information des tiers

Une copie du présent arrêté sera transmise à la mairie des communes d'Essey-et-Maizerais et de Pannes, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois

Ces informations seront mises à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE pendant une durée d'au moins 1an.

Article 16 : Voies et délais de recours

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent à compter de sa publication au recueil des actes administratifs dans un délai de deux mois par le pétitionnaire et dans un délai de quatre ans par les tiers dans les conditions de l'article L. 514-6 du code de l'environnement.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Article 17 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE, le sous préfet de TOUL, le maire de la commune de ESSEY-ET-MAIZERAIS, le maire de la commune de PANNES, le directeur départemental des territoires de MEURTHE-ET-MOSELLE et le chef du service départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE, et dont une copie sera tenue à la disposition du public dans chaque mairie intéressée.

Nancy, le 27 mars 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

PJ : Arrêtés de prescriptions générales du 27 août 1999, du 1^{er} et 29 février 2008.

Arrêté du 30 mars 2012 portant déclaration d'utilité publique du projet d'implantation d'une station d'épuration sur le territoire des communes de Lemainville et Ormes-et-Ville

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles L.11-1 à L.11-8, R.11-1 à R.11-14, R11-19 à R11-31 ;
VU le décret 2008-466 du 19 mai 2008 modifiant le décret n°55-1350 du 14 octobre 1955 pris pour l'application du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
VU le projet d'implantation d'une station d'épuration, au profit du syndicat d'assainissement des Fontaines du Madon, sur le territoire des communes de LEMAINVILLE et ORMES-et-VILLE ;
VU les délibérations du syndicat d'assainissement des Fontaines du Madon du 30 juin 2010, décidant de procéder à une déclaration d'utilité publique pour le projet visé en objet, et du 25 janvier 2011, sollicitant du préfet de Meurthe-et-Moselle l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et de l'enquête parcellaire ;
VU le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique constitué conformément à l'article R11-3 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
VU l'arrêté préfectoral du 11 août 2011 prescrivant l'ouverture, du 5 septembre au 26 septembre 2011 inclus, de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et de l'enquête parcellaire ;
VU les pièces justificatives de l'accomplissement des formalités de publicité desdites enquêtes ;
VU les résultats de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique ;
VU le rapport et l'avis favorable du 24 septembre 2011 du commissaire enquêteur ;
CONSIDÉRANT que toutes les formalités réglementaires ont été accomplies ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Le projet d'implantation de la station d'épuration d'une capacité de 1200 équivalents habitants (EH) sur le territoire des communes de LEMAINVILLE et ORMES-et-VILLE est déclaré d'utilité publique.

Article 2 : Le syndicat d'assainissement des Fontaines du Madon est autorisé à acquérir les parcelles ZE 35 à ORMES-et-VILLE et ZA 137 à LEMAINVILLE, nécessaires à la réalisation du projet, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, dans les conditions fixées par les textes législatifs et réglementaires.

Article 3 : L'expropriation doit être accomplie dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 4 : Le présent arrêté est affiché, dès sa réception, dans les communes de BENNEY, LEMAINVILLE, ORMES-et-VILLE et SAINT-REMIMONT aux lieux habituels d'information du public, pendant un mois. L'accomplissement de cette formalité sera constaté par la production d'un certificat d'affichage établi par le maire. Il sera, en outre, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le président du syndicat d'assainissement des Fontaines du Madon, les maires des communes de BENNEY, LEMAINVILLE, ORMES-et-VILLE et SAINT-REMIMONT, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à la présidente du tribunal administratif de Nancy et à M. Jean-François REGNARD, commissaire enquêteur.

Nancy, le 30 mars 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté du 5 avril 2012 déclarant cessible la parcelle de terrain cadastrée D60, lieu-dit « les gris champs » pour la réalisation du projet de construction d'une station de traitement dans le cadre du programme d'assainissement de la commune de BLAMONT

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles L.11-1, L.11-8, L.12-1 à L.12-6, L.13-1 à L.13-28, L.16-7 ainsi que les articles R.11-19 à R.11-31 ;
VU le décret 2008-466 du 19 mai 2008 modifiant le décret n°55-1350 du 14 octobre 1955 pris pour l'application du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière ;
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
VU le projet de construction d'une station de traitement dans le cadre du programme d'assainissement de la commune de BLAMONT ;
VU les délibérations du conseil municipal de Blâmont du 4 juillet 2011 et du 13 septembre 2011 sollicitant l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et d'une enquête parcellaire pour permettre la réalisation du projet susvisé ;
VU le dossier établi par la commune de Blâmont en vue de l'enquête parcellaire ;
VU l'arrêté préfectoral du 17 novembre 2011 prescrivant l'ouverture du 13 décembre 2011 au 3 janvier 2012 inclus d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et d'une enquête parcellaire ;
VU les pièces justificatives de l'accomplissement des formalités de publicité de ladite enquête ;
VU les notifications individuelles aux propriétaires concernés, pour le dépôt du dossier d'enquête à la mairie ;
VU les résultats de l'enquête parcellaire et l'avis favorable du 19 janvier 2012 du commissaire enquêteur ;
VU l'avis favorable du 24 janvier 2012 du sous-préfet de Lunéville ;
VU l'arrêté préfectoral du 9 mars 2012 déclarant l'opération d'utilité publique ;
VU la demande du 28 mars 2012 de Mme le Maire de BLAMONT sollicitant un arrêté de cessibilité ;
CONSIDÉRANT que toutes les formalités réglementaires ont été accomplies ;
CONSIDÉRANT la nécessité d'acquérir la parcelle de terrain destinée à la construction d'une station de traitement dans le cadre du programme d'assainissement de la commune de BLAMONT ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : La parcelle cadastrée section D60, lieu-dit « les gris champs », d'une superficie de 19160 m², sur le territoire de la commune de Blâmont, désignée sur l'état et le plan parcellaire annexés au présent arrêté, nécessaire pour la construction d'une station de traitement dans le cadre du programme d'assainissement de la commune de BLAMONT, est déclarée immédiatement cessible à la commune précitée.

Article 2 : La déclaration de cessibilité est valable pour une durée de six mois.

Article 3 : A défaut de cession amiable de cette parcelle, il sera procédé à l'acquisition par voie d'expropriation légale.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et notifié par l'expropriant, la commune de Blâmont, en pli recommandé avec avis de réception, aux propriétaires en indivision figurant sur la liste annexée à l'état parcellaire.

Article 5 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le maire de Blâmont, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au sous-préfet de Lunéville.

Nancy, le 5 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Les annexes (plan et état parcellaires) sont consultables à la préfecture, direction de l'action locale, bureau des procédures environnementales.

Arrêté n° 54-2010-00011 du 12 avril 2012 portant autorisation au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement concernant l'exploitation de deux plans d'eau à Emberménil par le groupement forestier du Grand Breuil

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;
 VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;
 VU le dossier de demande d'autorisation complet et régulier déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, reçu le 16/03/2010, présenté par groupement forestier du grand Breuil représenté par Monsieur le Gérant HELLUY Jean-Claude, enregistré sous le n° 54-2010-00011 et relatif à l'autorisation d'exploiter 2 plans d'eau à Emberménil ;
 Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
 VU l'enquête publique réglementaire qui s'est déroulée du 3 au 9 novembre 2011 en commune d'Emberménil ;
 VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur déposés le 12 décembre 2011 ;
 VU le rapport rédigé par le service police de l'eau en date du 1^{er} février 2012 ;
 VU l'avis du CODERST en date du 14 mars 2012 ;

CONSIDERANT

Que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;
 Que le pétitionnaire n'a pas émis d'avis dans le délai de 15 jours qui lui est réglementairement imparti sur le projet d'arrêté d'autorisation qui lui a été transmis ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

TITRE I : OBJET DE L'AUTORISATION

Article 1er : Objet de l'autorisation

Le pétitionnaire, groupement forestier du grand Breuil, représenté par Monsieur le Gérant HELLUY Jean-Claude, est autorisé en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à réaliser l'opération suivante : l'autorisation d'exploiter 2 plans d'eau sur la commune de EMBERMENIL,

Les rubriques définies au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime et arrêtés de prescriptions générales
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau: 1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A) 2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D)	Autorisation
3.2.3.0	Plans d'eau, permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A) 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha (D)	Déclaration Arrêté du 27 août 1999
3.2.4.0	1° Vidanges de plans d'eau issus de barrages de retenue, dont la hauteur est supérieure à 10 m ou dont le volume de la retenue est supérieur à 5 000 000 m ³ (A) 2° Autres vidanges de plans d'eau, dont la superficie est supérieure à 0,1 ha, hors opération de chômage des voies navigables, hors piscicultures mentionnées à l'article L431-6 du code de l'environnement, hors plans d'eau mentionnés à l'article L431-7 du même code (D) Les vidanges périodiques des plans d'eau visés au 2° font l'objet d'une déclaration unique.	Déclaration Arrêté du 27 août 1999
3.2.5.0	Barrages de retenue et digues de canaux: 1° de classes A,B ou C (A) 2° de classe D (D)	Déclaration Arrêté du 29 février 2008
3.2.7.0	Pisciculture d'eau douce mentionnée à l'article L.431.6 du code de l'environnement (D)	Déclaration Arrêté du 1 ^{er} avril 2008

Article 2 : Classement de l'ouvrage

Les digues des 2 plans d'eau constituent des barrages au sens de l'article R.214-122 du code de l'environnement qui relèvent de la classe D.

Article 3 : Caractéristiques des ouvrages

Le plan d'eau est constitué de 2 bassins d'une surface totale de 2,03 ha isolés du cours d'eau, le ruisseau des amis. Les ouvrages sont situés sur les parcelles section V n° 8 et 133 et section ZC n° 14 sur la commune d'Emberménil.

Plan d'eau n° 1	Plan d'eau n° 2
<ul style="list-style-type: none"> - alimentation uniquement par les eaux de ruissellement collectées par des fossés recueillant les eaux du bois, au lieu dit « champ bonhomme » - surface en eau : 9 250 m² - profondeur moyenne : 1.20 m - profondeur maximale : 2.00 m - volume d'eau : environ 11 100 m³ - ouvrages : moine muni d'une grille, écartement inter barreaux de 10 mm - rejet : plan d'eau n° 2 - système de vidange : moine - revanche □ 0.40 cm - déversoir constitué d'une canalisation □ 250 mm munie d'une grille scellée, écartement inter barreaux de 10 mm 	<ul style="list-style-type: none"> - alimentation : par le plan eau amont - surface en eau : 11 100 m² - profondeur moyenne : 1.20 m - profondeur maximale : 1.80 m - volume d'eau : environ 13 320 m³ - ouvrages : moine muni d'une grille amovible au dessus des planches du moine, écartement inter barreaux de 10 mm, relié par une canalisation béton à la pêcherie en aval du plan d'eau n° 2 - pêcherie en aval du plan d'eau n° 2, équipée à sa sortie vers le cours d'eau d'une grille scellée avec un espacement inter barreaux de 10 mm - rejet : ruisseau des amis - système de vidange : moine - revanche □ 0.40 cm

La vidange s'effectuera environ tous les 3 à 5 ans, du premier étang vers le second, par un moine et du second dans le ruisseau des Amis au moyen d'un moine, muni d'une canalisation de 300 mm de diamètre, et d'une pêcherie.

La « pisciculture » vise la production de poissons d'étangs destinés à la consommation et la pêche familiales, et le cas échéant, à la vente.

Le ruisseau des amis est classé en deuxième catégorie piscicole.

TITRE II : PRESCRIPTIONS

Article 4 : Prescriptions spécifiques relatives au barrage de retenue

Le barrage doit être rendu conforme aux dispositions des articles R. 214-122 à R. 214-124, R. 214-123 et R. 214-147 du code de l'environnement et à l'arrêté du 29 février 2008 suivant les délais et modalités suivantes :

- constitution du dossier avant le 31 décembre 2012 ;
 - constitution du registre avant le 31 décembre 2012 ;
 - élaboration des consignes écrites avant le 31 décembre 2012 ;
 - réalisation d'une visite technique approfondie lors de la prochaine vidange et au plus tard avant le 31 décembre 2013, puis tous les 10 ans ;
- Le barrage est dispensé de dispositif d'auscultation en application du 1° l'article R. 214-124 du code de l'environnement.

Article 5 : Prescriptions spécifiques relatives aux ouvrages

Les prescriptions suivantes devront être réalisées avant le 31/06/2012 :

- pose d'une grille scellée, avec un espacement inter barreaux 10 mm, sur le déversoir constitué d'une canalisation □ 250 mm,
- pose d'une grille amovible, avec un espacement inter barreaux 10 mm, au dessus des planches du moine,
- suppression de tous les ouvrages (seuil et canalisation) permettant un prélèvement dans le ruisseau des amis.

La prescription suivante devra être réalisée après la prochaine vidange et au plus tard avant le 31/12/2013 :

- mise en place d'une pêcherie fonctionnelle en aval du plan d'eau n° 2 et pose d'une grille scellée, avec un espacement inter barreaux 10 mm à la sortie de la pêcherie

Article 6 : Prescriptions spécifiques relatives aux vidanges

Les vidanges seront réalisées tous les 3 à 5 ans. Le pétitionnaire devra prévenir 15 jours avant chaque vidange les services de police de l'eau de la Direction Départementale des Territoires et de l'ONEMA de Meurthe-et-Moselle.

La vidange devra s'étaler sur au moins 3 jours de sorte à ne pas modifier de façon appréciable les conditions d'écoulement des eaux dans le ruisseau, d'éviter l'exportation de matières en suspension susceptible d'entraîner des nuisances dommageables au ruisseau ou à des tiers.

Article 7 : Prescriptions spécifiques relatives à la renaturation du cours d'eau

Le merlon de terre en rive gauche du ruisseau sera supprimé et les berges seront retalutées sur les 2 rives afin d'obtenir des pentes maximum de 30 degrés. Lors de ce retalutage, de légères sinuosités sur le lit mineur seront créées afin de permettre au cours d'eau de se reméandrer plus rapidement.

Des seuils d'une vingtaine de centimètres devront être réalisés afin de piéger les sédiments et faire remonter la lame d'eau qui est actuellement très enfoncée.

La végétation présente sur le site sera utilisée pour créer une ripisylve.

Les travaux sur le cours d'eau devront être réalisés avant le 01/11/2012 et les travaux de plantation de ripisylve avant le 30/03/2013.

Article 8 : Prescriptions générales

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent arrêté.

Conformément à l'article L432-10, il est interdit :

- D'introduire dans les eaux mentionnées par le présent titre des poissons appartenant à des espèces susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques, et dont la liste est fixée par décret ;
- D'introduire sans autorisation dans les eaux mentionnées par le présent titre des poissons qui n'y sont pas représentés ; la liste des espèces représentées est fixée par le ministre chargé de la pêche en eau douce ;

Les espèces de poissons indésirables devront être éliminées lors de pêches ou de vidanges.

Les eaux restituées au ruisseau, après passage par les étangs, devront être dans un état de nature à ne pas apporter de trouble préjudiciable à la qualité des eaux, à la salubrité publique, à la santé des animaux susceptibles de s'abreuver dans le ruisseau, à la conservation, à la nutrition et la reproduction de la faune piscicole.

En toutes saisons et quelles que soient les circonstances, la libre circulation de l'eau, des sédiments et du poisson sera toujours maintenue dans le ruisseau.

Le pétitionnaire est tenu de clore son plan d'eau au moyen de grilles en fer, permanentes et inamovibles dont l'espacement des barreaux devra être inférieur à 10 mm ou tout autre moyen approprié. Ces grilles seront constamment entretenues et maintenues en bon état.

Tous travaux sur les cours d'eau (notamment le curage), à l'exclusion de l'entretien visé à l'article L.215-14, sont soumis au régime de déclaration au titre de la loi sur l'eau (rubrique 3.2.1.0). A ce titre, un dossier de demande doit parvenir auprès de la Direction Départementale des Territoires au minimum 3 (trois) mois avant la date souhaitée des travaux.

Article 9 : Moyens d'analyses, de surveillance et de contrôle

Les ouvrages et les plans d'eau seront constamment entretenus aux frais du permissionnaire en bon état de fonctionnement.

TITRE III : DISPOSITIONS GENERALES

Article 10 : Durée de l'autorisation

La présente autorisation est accordée pour une durée de 30 ans à compter de sa notification au pétitionnaire

Article 11 : Conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R. 214-18 du code de l'environnement.

Article 12 : Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État exerçant ses pouvoirs de police.

Faute pour le permissionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux infractions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

Article 13 : Déclaration des incidents ou accidents

Le permissionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Article 14 : Remise en état des lieux

Si à l'échéance de la présente autorisation, le pétitionnaire décide de ne pas en demander le renouvellement, le préfet peut faire établir un projet de remise en état des lieux total ou partiel accompagné des éléments de nature à justifier celui-ci.

Article 15 : Accès aux installations

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Article 16 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 17 : Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 18 : Publication et information des tiers

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié à la diligence des services de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de Meurthe-et-Moselle.

Une copie de la présente autorisation sera transmise pour information au conseil municipal de la commune de EMBERMENIL:

Un extrait de la présente autorisation énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise sera affiché dans la mairie d'EMBERMENIL pendant une durée minimale d'un mois.

Un exemplaire du dossier de demande d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, ainsi qu'à la mairie de la commune de EMBERMENIL.

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE pendant une durée d'au moins 1 an.

Article 19 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage en mairie prévu au R. 214-19 du code de l'environnement.

Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;

- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Article 20 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous préfet de LUNEVILLE, le maire de la commune d'EMBERMENIL, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, le chef du service départemental de l'ONEMA de Meurthe-et-Moselle et le commandant du Groupement de gendarmerie de la Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et dont une copie sera tenue à la disposition du public dans la mairie intéressée.

Nancy, le 12 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

PJ : arrêtés de prescriptions générales du 11 septembre 2003 (rubrique 3230), 27 août 1999 (rubrique 3240), 29 février 2008 (rubrique 3250) et 1^{er} avril 2008 (rubrique 3270).

DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS**Bureau de l'interministérialité****Avenant à la Convention d'utilisation n° 54-2010-08 entre l'administration chargée du domaine et le Directeur Interrégional de la Protection Judiciaire de la Jeunesse Grand Est en date du 5 avril 2012**

Le 5 avril 2012, la convention d'utilisation n° 54-2010-08 a fait l'objet d'un avenant, conclu entre

L'ADMINISTRATION CHARGÉE DU DOMAINE, représentée par l'Administrateur général des Finances Publiques du département de Meurthe et Moselle dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet qui lui a été consentie par arrêté, le propriétaire,

et

Monsieur le Directeur Interrégional de la Protection Judiciaire de la Jeunesse Grand Est dont les bureaux sont situés à la Direction Interrégionale Grand Est – Protection Judiciaire de la Jeunesse, 109 boulevard d'Haussonville à Nancy, l'utilisateur.

L'immeuble situé à Nancy, 25 boulevard Joffre, fait l'objet d'un avenant sur les articles 11 et 12 de la convention.

L'intégralité de cet avenant peut être consulté à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT**DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST****DIVISION EXPLOITATION DE METZ**

Arrêté N° 2012-DIR-Est-M-54-019 du 2 avril 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux d'implantation d'un panneau à messages variables de type portique, sur l'autoroute A33 au PR 15+900 (Ville-en-Vermois), dans le sens Strasbourg - Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté N° 2010-20 du 19 janvier 2010 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions.

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2012/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 10 janvier 2012 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives.

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés.

VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;

VU le dossier d'exploitation en date du 22/03/2012 présenté par le district de Nancy ;

VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 02/04/2012 ;

VU l'information du CRICR de Metz ;

VU l'avis du district de Nancy en date du 22/03/2012 ;

CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il régit la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	A 33	
POINTS REPÈRES PR. ET SENS	PR 15+900 - sens 2 (Strasbourg-Nancy)	
SECTION	Courante	
NATURE DES TRAVAUX	Pose d'un panneau à messages variables (PMV)	
PERIODE GLOBALE	Du 10 au 12 avril 2012, de nuit de 21h00 à 6h00	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Neutralisation des voies de gauche (rapide) des sens Strasbourg-Nancy (2) et Nancy-Strasbourg (1), et basculement de la circulation du sens 2 sur le sens 1	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE :	MISE EN PLACE :
	- du district de Nancy - CEI de Fléville	- par le CEI de Fléville

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
1	Du 10 au 11 avril 2012, de 21h à 6h	AK5 au PR 18+100 pour le sens Strasbourg-Nancy, et au PR 13+200 pour le sens Nancy-Strasbourg	Pose de la signalisation temporaire et ouverture des ITPC des PR 16+700 et 14+500	Neutralisation des voie de gauche (rapide) des sens Strasbourg-Nancy et Nancy-Strasbourg.
2	Du 11 au 12 avril 2012, de 21h à 6h	AK5 au PR 18+100 pour le sens Strasbourg-Nancy, et au PR 13+200 pour le sens Nancy-Strasbourg	Pose du PMV	Neutralisation des voies de gauche (rapide) des sens Strasbourg-Nancy et Nancy-Strasbourg, et basculement de la circulation du sens Strasbourg-Nancy (voie lente + voie rapide) sur la voie rapide du sens Nancy-Strasbourg par les ITPC des PR 16+700 et 14+500. Limitation de la vitesse à 90 km/h entre les PR 16+700 et 14+500. Limitation de la vitesse à 50 km/h au droit des basculements. Interdiction de dépasser pour tous les véhicules.

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein de la commune de Ville-en-Vermais ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour affichage à monsieur le Maire de la commune de Ville-en-Vermais.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Directeur de la société Kangourou,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 2 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le chef de la division d'exploitation de Metz,
Philippe LEFRANC

Arrêté N° 2012-DIR-Est-M-54-022 du 5 avril 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de pose de PMV sur A31 au PR 237+590

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté N° 2010-20 du 19 janvier 2010 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions ;

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2012/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 10 janvier 2012 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés ;

VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;

VU le dossier d'exploitation en date du 27 mars 2012 présenté par le District de Nancy ;

VU l'avis du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle en date du 22 mars 2012 ;

VU l'avis de la commune de Velaine en Haye 22 mars 2012 ;

VU l'avis de la commune de Gondreville en date du 27 mars 2012 ;

VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 02 avril 2012 ;

VU l'information du CRICR ;

VU l'avis du district de Nancy en date du 27 mars 2012 ;

CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	A 31	
POINTS REPÈRES PR. ET SENS	PR 237,950 sens 2 Nancy-Paris	
SECTION		
NATURE DES TRAVAUX	Pose d'un panneau à messages variables (PMV)	
PERIODE GLOBALE	Du 16 au 18 avril 2012 de 21h à 6h30	
SYSTEME D'EXPLOITATION	- Neutralisations de voies et basculement de circulation - Vitesse limité à 90km/h au droit du chantier - Vitesse limité à 50km/h au droit du basculement	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - District de Nancy CEI de Fléville	MISE EN PLACE PAR : - CEI de Fléville

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
	Du 16 au 17 avril 2012 de 21h00 à 6h00		Pose signalisation temporaire Ouverture des ITPC du PR 239+550 au PR 237+200 Neutralisation de la voie gauche (VR) dans le sens Paris/Nancy et dans le sens Nancy/Paris à partir de 21h	Les bretelles de Nancy/Gondreville, Gondreville/Paris sens 2 seront fermées à la circulation Déviations Bretelle Gondreville /Paris sens 2 : Les usagers sont invités à rester en section courante de la RD 400 direction Gondreville route de Nancy , traversée de Gondreville, RD400 jusqu'à l'échangeur n° 15 de Toul centre, bretelle Toul centre-Paris
	Du 17 au 18 avril 2012 de 21h00 à 6h00	AK5 au PR 235+950 sens Paris/Nancy AK5 au PR 240+800 sens Nancy/Paris PR 239+550 au PR 237+200	Pose du PMV Neutralisation de la voie gauche (VR) dans le sens Paris/Nancy Neutralisation de la voie gauche (VR) dans le sens Nancy/Paris Neutralisation de la voie de droite (VL) dans le sens Nancy/Paris Basculement de la circulation du sens Nancy/Paris, sur la voie rapide du sens Paris /Nancy à partir de 21h	Déviations Bretelle Nancy/Gondreville sens 2 : Sortie obligatoire bretelle Nancy/Velaine de l'échangeur de Velaine en amont du chantier, RD 400, traversée de Velaine, rue de Nancy et route de Toul, RD 400 en direction de Gondreville

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein des communes de Gondreville et de Velaine en Haye;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse et des médias.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe et Moselle, le commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, le commandant du groupement départemental de gendarmerie de Meurthe et Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour affichage à monsieur le Maire de la commune de Gondreville et de Velaine en Haye.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,

- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.
Moulins-lès-Metz, le 5 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le chef de la division d'exploitation de Metz,
Philippe LEFRANC

Arrêté N° 2012-DIR-Est -M-54-023 du 12 avril 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réalisation des écrans de protection phonique le long de l'autoroute A31 à Gondreville, sens Nancy – Toul, entre les PR 236+928 et 236+300

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté N° 2010-20 du 19 janvier 2010 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions ;

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2012/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 10 janvier 2012 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés ;

VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;

VU le dossier d'exploitation en date du 04/04/2012 présenté par le bureau d'études INGEROP ;

VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 12/04/2012 ;

VU l'information du CRICR de Metz ;

VU l'avis du district de Nancy en date du 04/04/2012 ;

CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	A 31	
POINTS REPÈRES PR. ET SENS	Sens 2, entre les PR236+928 et 236+300	
SECTION	NANCY-TOUL	
NATURE DES TRAVAUX	Construction d'un mur anti-bruit	
PERIODE GLOBALE	Du 16/04/2012 au 16/08/2012	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Neutralisation de la BAU du 236+628 au 236+378	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE : - Du CEI de Fléville pour le balisage de la pose et dépose. - D'AXIMUM pendant la durée de l'opération	MISE EN PLACE PAR : - Le CEI de Fléville pour le balisage de protection de la pose et dépose. - Par AXIMUM pour la pose des BT4

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
	Du lundi 16 au mardi 17 avril 2012 de nuit	Sens 2 PR 236	Mise en place de BT4	Neutralisation de la voie lente. Limitation de la vitesse à 90 km/h. Interdiction de doubler pour tous les véhicules.
	Du 16/04/2012 au 16/08/2012	Sens 2 AK5 PR236+928	Neutralisation de la BAU du 236+628 au 236+378	
	Du 16 au 17 août 2012	Sens 2 PR236	Dépose de BT4	Neutralisation de la voie lente. Limitation de la vitesse à 90 km/h. Interdiction de doubler pour tous les véhicules.

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein de la commune de Gondreville ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour affichage à monsieur le Maire de la commune de Gondreville.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
 - Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
 - Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
 - Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
 - Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
 - Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
 - Directeur de la société AXIMUM,
 - Directeur du bureau d'études INGEROP,
 - Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.
- Moulins-lès-Metz, le 12 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le chef de la division d'exploitation de Metz,
Philippe LEFRANC

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

DIRECTION GENERALE

Cabinet

Arrêté n° 2012-0332 en date du 11 avril 2012 portant modification de l'arrêté n° 2012-0222 du 6 mars 2012

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code du travail ;

VU le code de la défense ;

VU le code de la santé publique ;

VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles modifié ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment l'article 118 codifié à l'article L 1432-2 du code de la santé publique ;

VU l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination pour la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau réglementaire de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'Hôpital et relative aux Patients, à la Santé et aux Territoires ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

VU la décision n° 2010-01 en date du 1er avril 2010 portant organisation de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;

VU le décret en date du 8 juillet 2011 portant nomination de Monsieur Jean-François BENEVISE en qualité de Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-022(2) du 6 mars 2012 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;

ARRETE

Article 1er : En raison d'une erreur de plume, l'arrêté du 6 mars 2012 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine porte le numéro 2012-0222.

Article 2 : La mention « à l'exception des matières visées à l'article 3 du présent arrêté » contenue dans l'article 3 de l'arrêté n° 2012-0222 du 6 mars 2012 est remplacée comme suit :

« à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté ».

Article 3 : Dans l'article 3 de l'arrêté n° 2012-0222, le troisième paragraphe concernant la délégation accordée à Madame Annie TOUROLLE est rédigé comme suit :

« En cas d'absence ou d'empêchement de la Secrétaire Générale et Directrice des Ressources Humaines, délégation de signature est donnée aux personnes ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services et des ordres de mission spécifiques à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté :

- Monsieur Christian SCHAEFFER, adjoint à la Secrétaire Générale, sur le champ de compétences du secrétariat général ;
- Madame Corinne Jue DE ANGELI, responsable de la GPEC et de la formation sur son champ de compétences ;

- Madame Katia PORTE-HAQUIN, responsable de la gestion du personnel, du droit du personnel et des relations sociales, pour les actions relatives aux ressources humaines ;
- Madame Fabienne WOLFF, pour les engagements et les certifications des services faits des actions de formation ;
- Madame Marie-Reine SCHMITT, chef de service des systèmes d'informations internes, en matière de gestion informatique, comprenant les engagements et la certification du service fait pour les dépenses relevant de son domaine de compétences ;
- Monsieur José ROBINOT, chef de service des affaires générales et en son absence, Madame Catherine WILLAUME, gestionnaire des achats, pour la stratégie immobilière et l'aménagement des espaces de travail, la fonction accueil du public, la gestion du parc automobile, l'externalisation des fonctions, les achats publics, la validation ordonnateur du budget, l'engagement des dépenses et la certification du service fait. »

Article 4 : Dans l'article 3 de l'arrêté n° 2012-0222, au paragraphe concernant la délégation accordée à Madame Chantal KIRSCH : Monsieur Paul-Charles AUBERT est animateur territorial du territoire de Metz.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.
Nancy, le 11 avril 2012

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Jean-François BENEVEISE

SECRETARIAT DE L'OFFRE DE SANTE, DE L'AUTONOMIE ET DE L'ANIMATION TERRITORIALE

Etablissements de santé

Arrêté n° 2012-295 en date du 26 mars 2012 fixant la composition nominative du conseil de surveillance du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy - Département de Meurthe-et-Moselle

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le code de la santé publique, notamment ses articles L. 6143-5, L. 6143-6, R. 6143-1 à R. 6143-4 et R. 6143-12 ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

VU le décret du 1^{er} avril 2010 portant nomination des directeurs généraux des agences régionales de santé ;

VU le décret n° 2010-361 du 8 avril 2010 relatif aux conseils de surveillance des établissements publics de santé ;

CONSIDÉRANT la demande de l'établissement en date du 6 janvier 2012 proposant Monsieur Alex GORGE et Monsieur Stéphane MAIRE comme représentants désignés par les organisations syndicales (CFDT) ;

CONSIDÉRANT la demande de l'établissement en date du 1^{er} mars 2012 désignant Madame le docteur Marie-Agnès MANCIAUX et Monsieur le professeur Jean-Claude MARCHAL en tant que représentants de la commission médicale d'établissement ;

ARRETE

Article 1^{er} : Le conseil de surveillance du Centre Hospitalier Universitaire, 29 avenue du maréchal de Lattre de Tassigny – 54035 Nancy cedex établissement public de santé de ressort régional est composé des membres ci-après :

I - Sont membres du conseil de surveillance avec voix délibérative :

1° en qualité de représentant des collectivités territoriales

- Monsieur André ROSSINOT, Maire de la commune de Nancy, ancien Ministre ;

- Madame Valérie LEVY-JURIN, représentante de la Communauté Urbaine du Grand Nancy ;

- Monsieur Mathieu KLEIN, représentant du conseil général du département de la Meurthe-et-Moselle ;

- Monsieur François LAVERGNE, représentant le conseil général de la Moselle ;

- Monsieur Christophe CHOSEROT, représentant du conseil régional de Lorraine ;

2° en qualité de représentant du personnel médical et non médical

- Madame Nathalie FUGER, représentante de la commission de soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques ;

- Monsieur le Professeur Jean-Claude MARCHAL et Madame le Docteur Marie-Agnès MANCIAUX, représentants de la commission médicale d'établissement ;

- Monsieur Alex GORGE et Monsieur Stéphane MAIRE, représentants désignés par les organisations syndicales (CFDT) ;

3° en qualité de personnalité qualifiée

- Monsieur Jean-Pierre FINANCE et Monsieur Yves KESSLER, personnalités qualifiées désignées par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;

- Madame Nathalie TRABUCCO (AFTC Lorraine) et Monsieur Jean-Paul LACRESSE (UDAF), représentants des usagers désignés par le Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

- Madame Danièle SOMMELET, personnalité qualifiée désignée par le Préfet de Meurthe-et-Moselle.

II - Sont membres du conseil de surveillance avec voix consultative :

- Le vice Président du Directoire du Centre Hospitalier de Nancy

- Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine

- Le représentant de la structure chargée de la réflexion d'éthique au sein du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy

- Le Directeur de la caisse d'assurance maladie de Meurthe-et-Moselle représentant des familles de personnes accueillies en USLD ou EHPAD (poste à pourvoir)

Pour le CHU :

- Le Directeur de l'unité de formation et de recherche médicale ou le président du comité de coordination de l'enseignement médical

Article 2 : La durée des fonctions des membres du conseil de surveillance est fixée à cinq ans sous réserve des dispositions particulières prévues à l'article R. 6143-12 du code de la santé publique.

Article 3 : Un recours contre le présent arrêté peut être formé auprès du Tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté. A l'égard des tiers, ces délais courent à compter de la date de publication de la décision au recueil des actes administratifs de la Région Lorraine.

Article 4 : Le Directeur de l'Offre de Santé, de l'Autonomie et de l'Animation Territoriale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et au Recueil des actes administratifs de la préfecture de département de Meurthe-et-Moselle

Nancy, le 26 mars 2012

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de la Santé,
Jean-François BENEVEISE

Arrêté n° 2012-317 en date du 3 avril 2012 fixant la composition nominative du conseil de surveillance du Centre Hospitalier de Lunéville - Département de Meurthe-et-Moselle

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le code de la santé publique, notamment ses articles L. 6143-5, L. 6143-6, R. 6143-1 à R. 6143-4 et R. 6143-12 ;
VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;
VU le décret du 1er avril 2010 portant nomination des directeurs généraux des agences régionales de santé ;
VU le décret n° 2010-361 du 8 avril 2010 relatif aux conseils de surveillance des établissements publics de santé ;
CONSIDÉRANT la demande de l'établissement, en date du 28 mars 2012, suite à l'élection de Madame Sandrine SONREL en tant que représentante des organisations syndicales.

ARRETE

Article 1er : Le conseil de surveillance du centre hospitalier de Luneville, 2 rue Level - 54300 LUNEVILLE (54), établissement public de santé de ressort communal est composé des membres ci-après :

I - Sont membres du conseil de surveillance avec voix délibérative :

1° en qualité de représentant des collectivités territoriales

- Monsieur Jacques LAMBLIN, Député Maire de LUNEVILLE ;

- Monsieur Laurent de GOUVION SAINT-CYR, représentant de la commune siège de l'établissement principal ;

- Monsieur Philippe FLEURENTIN, représentant du conseil général du département

2° en qualité de représentant du personnel

- Madame Michèle ABOUT, représentante de la commission de soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques ;

- Monsieur le Docteur Olivier FERRY, représentant de la commission médicale d'établissement ;

- Madame Sandrine SONREL, représentante désignée par les organisations syndicales (CGT) ;

3° en qualité de personnalité qualifiée

- Monsieur le Colonel Fernand GOUTTE, personnalité qualifiée désignée par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé ;

- Monsieur Michel LAURENT (UFAL) et Madame Evelyne GUTEHRLE (UDAF) représentants des usagers désignés par le Préfet de Meurthe-et-Moselle.

II - Sont membres du conseil de surveillance avec voix consultative :

- Le vice Président du Directoire du Centre Hospitalier de Luneville

- Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine

- Le représentant de la structure chargée de la réflexion d'éthique au sein du Centre Hospitalier de Luneville

- Le Directeur de la Mutualité Sociale Agricole de Lorraine

- Monsieur Frédéric DETTWILLER, représentant des familles de personnes accueillies en USLD et en EHPAD

Article 2 : La durée des fonctions des membres du conseil de surveillance est fixée à cinq ans sous réserve des dispositions particulières prévues à l'article R. 6143-12 du code de la santé publique.

Article 3 : Un recours contre le présent arrêté peut être formé auprès du Tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté. A l'égard des tiers, ces délais courent à compter de la date de publication de la décision au recueil des actes administratifs de la Région Lorraine.

Article 4 : Le Directeur de l'Offre de Santé, de l'Autonomie et de l'Animation Territoriale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et au Recueil des actes administratifs de la préfecture de département de Meurthe-et-Moselle

Nancy, le 3 avril 2012

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de la Santé,
Jean-François BENEVEISE

DIRECTION DE LA STRATEGIE

Arrêté n° 2012-307 du 28 mars 2012 portant renouvellement de la composition de la commission régionale de conciliation et d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (CRCI) de Lorraine

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L. 1142-5, L. 1142-6, R. 1142-5, R. 1142-6 et R 1142-7,

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé,

VU le décret en date du 8 juillet 2011, portant nomination de Monsieur Jean-François BENEVEISE, en qualité de Directeur Général de l'ARS de Lorraine,

VU le décret n° 2012-298 du 2 mars 2012 modifiant le dispositif de règlement amiable des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales,

VU les arrêtés des 26 octobre 2007, 24 juin 2011, 5 juillet 2011, 28 février 2012 de Monsieur le Ministre de la Santé portant agrément ou renouvellement d'agrément national des associations et unions d'associations représentants les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique,

VU l'arrêté SGAR n° 2011-464 du 28 novembre 2011, modifiant la composition de la commission régionale de conciliation et d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (CRCI) de Lorraine,

ARRETE

Article 1er : La composition de la commission régionale de conciliation et d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (CRCI) de Lorraine est renouvelée comme suit :

I - Au titre des représentants des usagers (6 titulaires, 6 suppléants) :

- M. Roger CHARLIER, titulaire, association FNAIR

- M. Pierre CUEVAS, suppléant, association FNAIR

- M. Jean-Marie SPRUNCK, titulaire, association URAF

- Suppléant : en attente de désignation

- Mme Josette BURY, titulaire, association AFTC

- Mme Monique MAGER, suppléant, association AFTC

- M. William LAUREAU, titulaire, association Le Lien

- Mme Eve RIBET-SALEUR, suppléant, association Le Lien

- M. André HUMBERT, titulaire, association La Ligue Contre le Cancer

- Mme Marie-Claude VALDENNAIRE, suppléant, association La Ligue Contre le Cancer

- M. Pierre VIDAL, titulaire, association Familles Rurales

- Mme Christiane MARCHAL, suppléante, association Familles Rurales

II - Au titre des professionnels de santé :

1) Deux représentants des professionnels de santé exerçant à titre libéral (et deux suppléants)

a. M. le Dr Alix FIORLETTA, appartenant à la Confédération des Syndicats Médicaux Français de Lorraine – médecin généraliste

Suppléé par : en attente de désignation

b. M. Didier LEROND, appartenant au Syndicat Régional, des Orthophonistes de Lorraine

Suppléé par Mme Christine THIBAUT, membre du Conseil d'Administration de Convergence Infirmière

2) Un praticien hospitalier (et deux suppléants)

- Mme le Dr Françoise LEROY, appartenant au Syndicat National des Praticiens Hospitaliers – anesthésistes-réanimateurs

Suppléé par M. le Dr François LARUELLE, appartenant au Syndicat National des Psychiatres des Hôpitaux

Suppléé par M. le Dr Jean-François POUSSEL, appartenant au Syndicat national des Praticiens Hospitaliers – anesthésistes-réanimateurs

III - Au titre des responsables des institutions et établissements publics et privés de santé :

1) Un responsable d'établissement public de santé (et un suppléant)

- M. Francis BRUNEAU, Directeur Adjoint au CHR de Metz-Thionville, appartenant à la Fédération Hospitalière de France, Union Hospitalière du Nord-Est

Suppléé par Mme Vanina DUWOYE, Directrice Adjointe chargée de la direction de la qualité et des usagers au CHU de Nancy, appartenant à la Fédération Hospitalière de France, Union Hospitalière du Nord-Est

2) Deux responsables d'établissements de santé privés (et deux suppléants)

a. M. François MORICE, Directeur de l'Association Hospitalière Vallée de l'Orne, appartenant à la Fédération des Etablissements Hospitaliers et d'Assistance Privés à but non lucratif,

Suppléé par Mme Dominique BERGE, chargée de mission appartenant à la Fédération des Etablissements Hospitaliers et d'Assistance Privés à but non lucratif

b. Mlle Alexandra PAYA, Déléguée Régionale de la Fédération de l'Hospitalisation Privée du Nord-Est,

Suppléée par M. Jacques DELFOSSE, Président – Directeur Général de la Clinique Saint-André à Vandoeuvre, appartenant à la Fédération de l'Hospitalisation privée du Nord-Est

IV - Au titre de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales

1) Le Président de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales ou un membre du conseil d'administration de l'Office national désigné par le Président de ce conseil d'administration

Suppléé par un représentant du Directeur de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales

2) Le Directeur de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales ou son représentant

Suppléé par un membre du conseil d'administration de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales désigné par le Président de ce conseil d'administration.

V - Au titre des entreprises pratiquant l'assurance de responsabilité civile médicale prévue à l'article L. 1142-2

1) M. Francis HOUPERT, Fédération Française des Sociétés d'Assurance, entreprise d'appartenance : ALLIANZ

Suppléé par M. Christian RODRIGUEZ, Fédération Française des Sociétés d'Assurance, entreprise d'appartenance : AXA

2) Mme Agnès AMOROS, entreprise d'appartenance : MACIF

Suppléé par Mme Jessica LATTES, entreprise d'appartenance : Le Sou Medical

VI - Au titre des personnalités qualifiées dans le domaine de la réparation des préjudices corporels :

1) Maître Jean-Loup HOCQUET, avocat honoraire

Suppléé par Maître Jean-Guy GAUCHER, avocat honoraire

2) M. le Professeur Louis SCHWARTZBROD, ancien Professeur de microbiologie à la Faculté de Pharmacie de Nancy

Suppléé par M. le Professeur Laurent MARTRILLE, Professeur des Universités – Praticien Hospitalier

3) M. le Professeur Gérard VAILLANT, ancien Chef de Service de Pneumologie au CHU de Nancy, ancien Professeur de la Faculté de Médecine de Nancy

Suppléé par M. le Docteur Jean-Marie FERRY, ancien Médecin-Conseil, ancien Chef de Service à la Direction Régionale du Service Médical du Nord-Est

4) M. le Professeur Bruno PY, Maître de conférences de Droit Privé à la Faculté de Droit de Nancy, Directeur du DESS Droit de l'entreprise Médicale Pharmaceutique et Dentaire

Suppléé par M. Jean-Baptiste THIERRY, Maître de conférences à l'Université Nancy 2

Article 2 : Les membres de la commission régionale de conciliation et d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales de la région Lorraine sont nommés pour une durée de 3 ans à compter du 1er avril 2012.

Article 3 : L'arrêté SGAR n°2011-464 du 28 novembre 2011 modifiant la composition de la commission régionale de conciliation et d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales de la région Lorraine est abrogé à compter du 1er avril 2012.

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy (5 place de la Carrière – 54000 Nancy) dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou à l'égard des tiers à compter de sa publication.

Article 5 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à chacun des membres de la commission régionale de conciliation et d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales de la région Lorraine et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy, le 28 mars 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE

UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

SSRE / DOETH

Récépissé de déclaration du 29 mars 2012 d'un organisme de services à la personne à Lunéville enregistrée sous le N° SAP/539 451 914 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail

VU la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

VU le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,
VU l'arrêté préfectoral n°11.BI.88 du 22 août 2011 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Serge LEROY,
VU l'arrêté n° 54/2011 du 24 novembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le responsable de l'unité territoriale DIRECCTE de Meurthe-et-Moselle, parue au recueil des actes administratifs le 2 décembre 2011,
Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

CONSTATE,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 19/03/2012 par l'entreprise individuelle (auto-entrepreneur) VOIRET Luc, sise 25, rue Sébastien Keller, 54300 LUNEVILLE.

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'EI VOIRET Luc, sous le n° SAP/539 451 914.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées par l'EI VOIRET Luc sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Travaux de petit bricolage dits « homme toutes mains ».

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du jeudi 29 mars 2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 29 mars 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur du Travail,
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Philippe SOLD

Récépissé de déclaration du 29 mars 2012 d'un organisme de services à la personne à Blainville-sur-l'Eau enregistrée sous le N° SAP/539 074 583 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail

VU la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),
VU le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,
VU l'arrêté préfectoral n°11.BI.88 du 22 août 2011 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Serge LEROY,
VU l'arrêté n° 54/2011 du 24 novembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le responsable de l'unité territoriale DIRECCTE de Meurthe-et-Moselle, parue au recueil des actes administratifs le 2 décembre 2011,
Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

CONSTATE,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 07/03/2012 par l'entreprise individuelle (auto-entrepreneur) MUNIER Marc, sise 7, rue du Presbytère, 54360 BLAINVILLE-SUR-L'EAU.

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'EI MUNIER Marc, sous le n° SAP/539 074 583.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées par l'EI MUNIER Marc sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage ;

- Travaux de petit bricolage dits « homme toutes mains ».

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du jeudi 29 mars 2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 29 mars 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur du Travail,
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Philippe SOLD

Récépissé de déclaration du 10 avril 2012 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/495 341 539 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail

VU la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),
VU le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,
VU l'arrêté préfectoral n°12.BI.17 du 19 mars 2012 accordant délégation de signature à Mme Catherine LAGNEAU, chargée de l'intérim des fonctions de directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

VU l'arrêté n° 04/2012 du 26 mars 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine,
Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

CONSTATE,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 13 février 2012 par la SARL Appelez-nous, sise 19 bis rue du Nayeux à Laneuveville-devant-Nancy (54410).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de la SARL Appelez-nous, sous le n° SAP/495341539.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire et mandataire.

Les activités déclarées par la SARL Appelez-nous sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage ;
- Travaux de petit bricolage dits « homme toutes mains » ;
- Garde d'enfants à domicile au-dessus d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé des services et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de plus de trois ans dans leurs déplacements ;
- Soutien scolaire à domicile ;
- Cours à domicile ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé ;
- Livraison de courses à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les personnes dépendantes ;
- Assistance administrative à domicile.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 8 mars 2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 10 avril 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur du Travail,
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Philippe SOLD

Récépissé de déclaration du 10 avril 2012 d'un organisme de services à la personne enregistré sous le N° SAP/537 840 076 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail

VU la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

VU le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,

VU l'arrêté préfectoral n°12.BI.17 du 19 mars 2012 accordant délégation de signature à Mme Catherine LAGNEAU, chargée de l'intérim des fonctions de directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

VU l'arrêté n° 04/2012 du 26 mars 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

CONSTATE,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 9 décembre 2011 par l'EURL Boîte à Services, sise 29 rue Mairesse à Pont-Saint-Vincent (54550).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'EURL Boîte à Services, sous le n° SAP/537840076,

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire et mandataire

Les activités déclarées par l'EURL Boîte à Services sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage ;
- Travaux de petit bricolage dits « homme toutes mains » ;
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 9 décembre 2011.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 10 avril 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur du Travail,
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Philippe SOLD

Récépissé de déclaration du 10 avril 2012 d'un organisme de services à la personne enregistré sous le N° SAP/525 303 855 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail

VU la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

VU le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,
VU l'arrêté préfectoral n°12.BI.17 du 19 mars 2012 accordant délégation de signature à Mme Catherine LAGNEAU, chargée de l'intérim des fonctions de directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,
VU l'arrêté n° 04/2012 du 26 mars 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine
Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

CONSTATE,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 05/04/2012 par l'entreprise individuelle (auto-entrepreneur) LEROY Michaël (Dom 'Assistance), sise 6, rue du pont de la croix, résidence Le Drakkar – Apt 35 – 54000 NANCY.

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'EI LEROY Michaël, sous le n° SAP/525 303 855.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées par l'EI LEROY Michaël sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage ;
- Travaux de petit bricolage dits « homme toutes mains » ;
- Garde d'enfants à domicile au-dessus d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé des services et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de plus de trois ans dans leurs déplacements ;
- Soutien scolaire à domicile ;
- Cours à domicile ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de repas à domicile ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé ;
- Livraison de courses à domicile ;
- Assistance informatique et internet à domicile ;
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;
- Assistance administrative à domicile.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 05/04/2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 10 avril 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur du Travail,
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Philippe SOLD

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES

Décision de délégation de signature en date du 2 avril 2012 aux responsables du pôle pilotage et ressources et gestion fiscale (et, le cas échéant, à leur adjoint), ainsi qu'au responsable de la mission maîtrise des risques

L'Administrateur Général des Finances Publiques, Directeur Départemental des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;
VU le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques ;
VU le décret n° 2008-310 du 3 avril 2008 relatif à la direction générale des finances publiques ;
VU le décret n° 2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques ;
VU le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;
VU l'arrêté du 11 décembre 2009 portant création de la direction départementale de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du Président de la République en date du 27 mars 2012 portant nomination de M. Noël CLAUDON, administrateur général des finances publiques, et l'affectant à la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle ;
VU la décision du directeur général des finances publiques en date du 29 mars 2012 fixant au 1er avril 2012 la date d'installation de Monsieur Noël CLAUDON dans les fonctions de directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle ;

DECIDE

Article 1er : Délégation de signature est donnée à Monsieur Xavier HUMBERT, administrateur des finances publiques, responsable du pôle pilotage et ressources, Monsieur Gabriel GANZENMULLER, administrateur des finances publiques, responsable du pôle gestion fiscale, Madame Nadine FAUCHEUX, administrateur des finances publiques, responsable de la mission maîtrise des risques, à l'effet de me suppléer dans l'exercice de mes fonctions et de signer, seuls, ou concurremment avec moi, sous réserve des dispositions de l'article 2 et des restrictions expressément prévues par la réglementation, tous les actes relatifs à ma gestion et aux affaires qui s'y rattachent.

Ils sont autorisés à agir en justice et effectuer des déclarations de créances.

Article 2 : Sont exclus du champ de la présente délégation tous les actes afférents à l'exercice des missions exclusivement dévolues aux comptables publics par l'article 11 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié.

Article 3 : La présente décision prend effet le 1er avril 2012.

Elle sera publiée au recueil des actes administratifs du département.

Nancy, le 2 avril 2012

L'Administrateur Général des Finances Publiques,
Directeur Départemental des Finances Publiques,
Noël CLAUDON

Décision de délégation générale de signature en date du 2 avril 2012 au responsable (et, le cas échéant, à son adjoint) du pôle gestion publique

L'Administrateur Général des Finances Publiques, Directeur Départemental des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;
VU le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques ;
VU le décret n°2008-310 du 3 avril 2008 relatif à la direction générale des finances publiques ;
VU le décret n°2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques ;
VU le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;
VU l'arrêté du 11 décembre 2009 portant création de la direction départementale de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du Président de la République en date du 27 mars 2012 portant nomination de M. Noël CLAUDON, administrateur général des finances publiques, et l'affectant à la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle ;

D E C I D E

Article 1er : Délégation générale de signature est donnée à :

- Monsieur Jean-Marie ZIMMERMANN, Administrateur des finances publiques, responsable du pôle gestion publique.

Celui-ci reçoit mandat de me suppléer dans l'exercice de mes fonctions et de signer, seul, ou concurremment avec moi, tous les actes relatifs à ma gestion et aux affaires qui s'y rattachent, sous réserve des restrictions expressément prévues par la réglementation.

Ils est autorisé à agir en justice et effectuer des déclarations de créances.

Article 2 : La présente décision prend effet le 1er avril 2012.

Elle sera publiée au recueil des actes administratifs du département.

Nancy, le 2 avril 2012

L'Administrateur Général des Finances Publiques,
Directeur Départemental des Finances Publiques,
Noël CLAUDON

Décision de délégations spéciales de signature en date du 2 avril 2012 pour le pôle pilotage et ressources

L'Administrateur Général des Finances Publiques, Directeur Départemental des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité publique ;
VU le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques ;
VU le décret n°2008-310 du 3 avril 2008 relatif à la direction générale des finances publiques ;
VU le décret n°2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques ;
VU le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la Direction générale des finances publiques ;
VU l'arrêté du 11 décembre 2009 portant création de la direction départementale de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du 17 décembre 2009 portant nomination de Monsieur Noël CLAUDON, administrateur général des finances publiques en qualité de directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du Président de la République en date du 27 mars 2012 portant nomination de M. Noël CLAUDON, administrateur général des finances publiques, et l'affectant à la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle ;

D E C I D E

Article 1er : Délégation spéciale de signature pour signer les pièces ou documents relatifs aux attributions de leur division ou de leur service, avec faculté pour chacun d'eux d'agir séparément et sur sa seule signature, l'énonciation des pouvoirs ainsi conférés étant limitative, est donnée à :

1. Pour la Division Gestion Ressources Humaines :

- Madame Sylvie ROMAIN, inspecteur divisionnaire des finances publiques, responsable de la gestion des ressources humaines,

- Madame Chantal PETRONIO, inspecteur des finances publiques, conseiller ressources humaines.

En cas d'empêchement :

- Monsieur Jean-Pierre MERCIER, Monsieur Luc SCHEFFMANN et Madame Céline HERVEUX contrôleurs principaux des finances publiques,

- Madame Bénédicte HALLE, contrôleur des finances publiques.

Formation professionnelle

- Monsieur Ludovic MENU, inspecteur des finances publiques, responsable de la formation professionnelle et des concours.

En cas d'empêchement :

- Monsieur Francis NOEL, contrôleur des finances publiques,

- Madame Michèle CHAUVILLE pour tous les actes relevant de la compétence du correspondant social.

2. Pour la Division Budget, logistique, immobilier, informatique :

- Monsieur Jean-Luc HUMBERT, Administrateur des finances publiques adjoint, responsable du pilotage du budget, de la logistique, de l'immobilier et de l'informatique.

Budget

- Monsieur Nicolas PFOHL, inspecteur des finances publiques, chef du service,

- Madame Martine HOUSTLER, contrôleur principal des finances publiques,

- Messieurs Olivier LAURENT et Franck ANTOINE, contrôleurs des finances publiques.

Immobilier – Logistique

- Monsieur Gilles FLUCK, inspecteur des finances publiques, chef du service,

- Madame Fabienne MATHIOT, contrôleur des finances publiques.

Assistance informatique

- Monsieur Stéphane LAMBERT, inspecteur des finances publiques, chef du service.

3. Pour la Division Stratégie, Contrôle de gestion, Qualité de service :

- Monsieur Marc DERHAN, inspecteur divisionnaire des finances publiques hors classe, responsable du pilotage de la stratégie, du contrôle de gestion et de la qualité de service,

- Madame Nicole ARCIER, inspecteur des finances publiques,

- Monsieur Julian MULLER, inspecteur des finances publiques.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Nancy, le 2 avril 2012

L'Administrateur Général des Finances Publiques,
Directeur Départemental des Finances Publiques,
Noël CLAUDON

Décision de délégations spéciales de signature en date du 2 avril 2012 pour le pôle gestion fiscale

L'Administrateur Général des Finances Publiques, Directeur Départemental des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité publique ;
VU le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques ;
VU le décret n° 2008-310 du 3 avril 2008 relatif à la direction générale des finances publiques ;
VU le décret n° 2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques ;
VU le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la Direction générale des finances publiques ;
VU l'arrêté du 11 décembre 2009 portant création de la direction départementale de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du Président de la République en date du 27 mars 2012 portant nomination de M. Noël CLAUDON, administrateur général des finances publiques, et l'affectant à la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle ;
VU la décision du directeur général des finances publiques en date du 29 mars 2012 fixant au 1er avril 2012 la date d'installation de Monsieur Noël CLAUDON dans les fonctions de directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle ;

D E C I D E

Article 1er : Délégation spéciale de signature pour signer les pièces ou documents relatifs aux attributions de leur division ou de leur service, avec faculté pour chacun d'eux d'agir séparément et sur sa seule signature, l'énonciation des pouvoirs ainsi conférés étant limitative, est donnée à :

1. Pour la Division Fiscalité des particuliers, missions foncières et patrimoniales :

- Monsieur Christophe DUCHENE, Administrateur des finances publiques adjoint, responsable du pilotage de l'assiette et du recouvrement de la fiscalité des particuliers et des amendes,
 - Madame Nathalie SAULNIER, inspecteur divisionnaire des finances publiques, responsable de l'équipe dédiée recouvrement,
 - Madame GRANIE Eliane, Inspecteur divisionnaire des finances publiques, responsable du recouvrement des amendes et des huissiers.
- Assiette et recouvrement de la fiscalité des particuliers et missions foncières :
- Madame Myriam NAUMANN, inspecteur des finances publiques.

Recouvrement Forcé :

- Madame Chrystelle MONTGAILLARD, inspecteur des finances publiques,
- Madame Isabelle VICHARD, inspecteur des finances publiques,
- Madame Agnès BOURGON, inspecteurs des finances publiques,
- Madame Pierrette COLIN, contrôleur des finances publiques.

2. Pour la Division fiscalité des professionnels – contrôle fiscal – contribution à l'audiovisuel public :

- Monsieur Claude CALDERARI, Administrateur des finances publiques adjoint, responsable du pilotage de l'assiette et du recouvrement de la fiscalité des professionnels, du contrôle fiscal et de la redevance,
- Madame Annie LECHNER, inspecteur divisionnaire des finances publiques, adjoint au responsable en charge du pilotage de l'assiette et du recouvrement de la fiscalité des professionnels, du contrôle fiscal et de la contribution à l'audiovisuel public.

Assiette - Recouvrement

- Madame Gwenaëlle CARRIOT, inspecteur des finances publiques,
- Madame Sylvie ZUNINO, contrôleur des finances publiques.

Contrôle Fiscal

- Mesdames Marie-Annick LEJAY, Claude SIMEURT, Francine BERGER-SCHENATO, Anne ESSER, inspecteurs des finances publiques,
- Madame Martine NOEL, contrôleur principal des finances publiques.

Redevance

- Monsieur Guy ROUMANET, contrôleur principal des finances publiques,
- Mesdames Elizabeth BANAZIAK, et Elizabeth HELLE, contrôleurs des finances publiques.

3. Pour la Division Affaires juridiques - Contentieux :

- Monsieur Laurent TOUSSAINT, inspecteur principal des finances publiques, responsable du pilotage des affaires juridiques et du contentieux,
- Monsieur Jean-Marc FRANCOIS, inspecteur divisionnaire des finances publiques, adjoint au responsable en charge du pilotage des affaires juridiques et du contentieux.

Rédacteurs

- Mesdames Isabelle HENRY-GAZEILLES, Myriam BERTAUD, Stéphanie CHAUMET, Maria LEONARDI et Bénédicte CRENN, inspecteurs des finances publiques, rédactrices,
- Messieurs Christian HAJCZAK, Patrick HOUSSEMAND, Didier PUILLE, Philippe STEPLER, inspecteurs des finances publiques, rédacteurs.

En cas d'empêchement :

- Mesdames Lisette ZIEGLER, Sabine BARBOSA et M. Claude MONTIGNEAUT, contrôleurs des finances publiques.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 2 avril 2012

L'Administrateur Général des Finances Publiques,
Directeur Départemental des Finances Publiques,
Noël CLAUDON

Décision de délégations spéciales de signature en date du 2 avril 2012 pour le pôle gestion publique

L'Administrateur Général des Finances Publiques, Directeur Départemental des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité publique ;
VU le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques ;
VU le décret n° 2008-310 du 3 avril 2008 relatif à la direction générale des finances publiques ;
VU le décret n° 2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques ;
VU le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la Direction générale des finances publiques ;
VU l'arrêté du 11 décembre 2009 portant création de la direction départementale de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du Président de la République en date du 27 mars 2012 portant nomination de M. Noël CLAUDON, administrateur général des finances publiques, et l'affectant à la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle ;
VU la décision du directeur général des finances publiques en date du 29 mars 2012 fixant au 1er avril 2012 la date d'installation de Monsieur Noël CLAUDON dans les fonctions de directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle ;

D E C I D E

Article 1er : Délégation spéciale de signature pour signer les pièces ou documents relatifs aux attributions de leur division ou de leur service, avec faculté pour chacun d'eux d'agir séparément et sur sa seule signature, l'énonciation des pouvoirs ainsi conférés étant limitative, est donnée à :

Pour la Division Collectivités locales – affaires économiques :

- Madame Nicole BENOIT, inspecteur divisionnaire des finances publiques, responsable du pilotage des collectivités locales et des affaires économiques,

- Monsieur Julian MESSIER, inspecteur des finances publiques,
- Madame Emilie HECKLER, inspecteur des finances publiques,
- Madame Bénédicte OLLIER, inspecteur des finances publiques,
- Madame Christelle GAYRAUD, inspecteur des finances publiques,
- Monsieur Vincent SEYVE, inspecteur des finances publiques,
- Madame Nathalie ALBERT, inspecteur des finances publiques,

En cas d'empêchement :

- Monsieur Pascal AUBERT contrôleur principal des finances publiques,
- Madame Nicole HENRY, contrôleur principal des finances publiques,
- Monsieur Fabrice ARNET, contrôleur principal des finances publiques,

Expertise économique et financière

- Monsieur Nicolas LAZZAROTTO, inspecteur des finances publiques,
- Madame Odile GAMBETTE, inspecteur des finances publiques.

Pour la Division Comptabilité et opérations de l'Etat :

Comptabilité

- Madame Claire BERTRAND, inspecteur des finances publiques, chef du service comptabilité.

En cas d'empêchement :

- Monsieur Bernard LAROSE, contrôleur principal des finances publiques,
- Madame Marie-France BIEHLER, Monsieur Roland LADROUE, contrôleurs des finances publiques et Monsieur Stéphane BAILLARGEAT, agent principal d'administration des finances publiques, pour la délivrance de déclarations de recettes.

Comptabilité - Recouvrement Centralisation

- Madame Maryse DE DONATO, contrôleur principal des finances publiques.

Dépense

- Monsieur Vincent TOLDRE, inspecteur des finances publiques, chef du service dépenses.

En cas d'empêchement :

- Madame Marie-Christine JUHEL, contrôleur principal des finances publiques,
- Madame Martine FROST, contrôleur principal des finances publiques,
- Madame Nadine THOUVIGNON, contrôleur principal des finances publiques.

Dépôts et services financiers

- Madame Nicole SIMONIN, inspecteur des finances publiques, chef du service dépôts et services financiers.

En cas d'empêchement :

- Madame Fanny LHERITIER, inspecteur des finances publiques, responsable du Pôle Interrégional des Consignations,
- Madame Annie AUBERT, contrôleur principal des finances publiques,
- Madame Evelynne ROQUES, contrôleur principal des finances publiques.

Pôle interrégional des consignations PIC

- Madame Fanny LHERITIER, inspecteur des finances publiques, responsable du Pôle Interrégional des Consignations.

En cas d'empêchement :

- Madame, Nicole SIMONIN, inspecteur des finances publiques, chef du service dépôts et services financiers,
- Madame Annette KIEFFER, contrôleur principal des finances publiques,
- Monsieur Bertrand FLOC'H, contrôleur des finances publiques.

Produits divers

- Monsieur Thierry LUSQUE, inspecteur des finances publiques, chef du service recouvrement produits divers, pour l'octroi des délais de paiement, la délivrance des déclarations de recettes, la déclaration des créances au passif des procédures collectives, la signature des actes de poursuite, des demandes de renseignement, l'exercice du droit de communication visé à l'article L135X du LPF, et la signature des états annuels des certificats reçus (DC7/NOTI2).

En cas d'empêchement :

- Madame Agnès PREBAY, contrôleur des finances publiques,
- Madame Anne Marie FOOS, agent d'administration principal.

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les états annuels des certificats reçus (DC7/NOTI2) à M. Jean OILLET, agent d'administration.

Article 2 : le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Nancy, le 2 avril 2012

L'Administrateur Général des Finances Publiques,
Directeur Départemental des Finances Publiques,
Noël CLAUDON

Décision de délégations spéciales de signature en date du 2 avril 2012 pour les missions rattachées

L'Administrateur Général des Finances Publiques, Directeur Départemental des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle,

- VU le décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité publique ;
- VU le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques ;
- VU le décret n°2008-310 du 3 avril 2008 relatif à la direction générale des finances publiques ;
- VU le décret n°2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques ;
- VU le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la Direction générale des finances publiques ;
- VU l'arrêté du 11 décembre 2009 portant création de la direction départementale de Meurthe-et-Moselle ;
- VU le décret du Président de la République en date du 27 mars 2012 portant nomination de M. Noël CLAUDON, administrateur général des finances publiques, et l'affectant à la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle ;
- VU la décision du directeur général des finances publiques en date du 29 mars 2012 fixant au 1er avril 2012 la date d'installation de Monsieur Noël CLAUDON dans les fonctions de directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle ;

DECIDE

Article 1er : Délégation spéciale de signature pour signer les pièces ou documents relatifs aux attributions de leur mission, avec faculté pour chacun d'eux d'agir séparément et sur sa seule signature, l'énonciation des pouvoirs ainsi conférés étant limitative, est donnée à :

Pour la mission maîtrise des risques :

- Madame Nadine FAUCHEUX, administrateur des finances publiques, responsable de la mission maîtrise des risques,
- Madame Sophie CHEVALIER, inspecteur des finances publiques, responsable de la cellule qualité comptable.

Pour la mission départementale d'audit :

- Monsieur Cyril COCHARD, inspecteur principal des finances publiques, auditeur,
- Madame Mireille GOUSSARD, inspecteur principal des finances publiques, auditrice,
- Monsieur Yann LE-SAINT, inspecteur principal des finances publiques, auditeur,

- Monsieur Julien REMY, inspecteur principal des finances publiques, auditeur,
- Madame Claire STREBLER, inspecteur principal des finances publiques, auditrice,
- Madame Stéphanie DREUX, inspecteur des finances publiques, assistante auditrice.

Pour la mission politique immobilière de l'Etat :

- Monsieur Jean-Pierre BEAUX, inspecteur divisionnaire des finances publiques, responsable de la missions politique immobilière de l'Etat.

Pour la mission communication :

- Monsieur Jean-Luc MANNEVILLE, inspecteur divisionnaire des finances publiques, secrétaire général, chargé de communication.

Article 2 : le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Nancy, le 2 avril 2012

L'Administrateur Général des Finances Publiques,
Directeur Départemental des Finances Publiques,
Noël CLAUDON

DIVISION DES PARTICULIERS, DES MISSIONS FONCIERES, DES AMENDES ET DU RECOUVREMENT FORCE

Arrêté du 29 mars 2012 portant clôture des travaux de remaniement du cadastre de la commune d'Eulmont

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi du 6 juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères ;
VU le décret n° 55-471 du 30 avril 1955 relatif à la rénovation et à la conservation du cadastre ;
VU la loi n° 74-645 du 18 juillet 1974 relative à la mise à jour périodique de valeurs locatives servant de base aux impositions directes locales ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 mars 2009 portant ouverture des travaux de remaniement du cadastre dans la commune d'EULMONT.

VU l'avis de la Directrice Départementale des Finances Publiques ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : La date d'achèvement des travaux de remaniement du cadastre dans la commune d'EULMONT est fixée au 16 mars 2012.

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Maire de la commune d'EULMONT, ainsi qu'à la Directrice Départementale des Finances Publiques, et publié au Recueil des Actes Administratifs (RAA) de la Préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE.

Nancy, le 29 mars 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

AGRICULTURE - FORET - CHASSE

Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/022 du 26 mars 2012 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Serrouville

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant délégation de signature à Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de Briey ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 février 1990 portant institution de l'association foncière de SERROUVILLE ;

VU la décision en date du 08 juin 2011 par laquelle le préfet a enjoint le président de l'association foncière de SERROUVILLE, de faire adopter des statuts par les instances de l'association dans un délai de 3 mois ;

VU la réponse du président de l'association foncière de SERROUVILLE ;

CONSIDERANT qu'aucune suite ne sera donnée à l'injonction adressée par lettre recommandée au président de l'association foncière et conformément aux dispositions de l'article 60 de l'ordonnance n° 2004-632 du 01 juillet 2004, les statuts, ci-joint, sont adoptés d'office ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les statuts de l'association foncière de SERROUVILLE sont adoptés d'office.

Article 2 : Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, affiché à la mairie de SERROUVILLE.

L'arrêté ainsi que les statuts sont notifiés au président de l'association foncière de SERROUVILLE ainsi qu'aux propriétaires ou à défaut aux personnes citées à l'article 9 du décret du 03 mai 2006.

Briey, le 26 mars 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète de Briey,
Christine BOEHLER

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/186 du 29 mars 2012 approuvant les statuts de l'association foncière de Saulxures-les-Vannes

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU le décret n° 2006-504 du 03 mai 2006 portant application de l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 et notamment ses articles 13,19,20,40 et 102 ;
VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant délégation de signature à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de Toul ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 26 mars 1996 portant institution de l'association foncière de SAULXURES LES VANNES ;
VU la proposition du bureau de l'association foncière de SAULXURES LES VANNES en date du 18 février 2011 ;
VU la délibération de l'assemblée des propriétaires de l'association foncière de SAULXURES LES VANNES en date du 18 mai 2011 portant adoption des statuts proposés par le bureau de l'association ;
VU les statuts de l'association foncière de SAULXURES LES VANNES ;
VU le courrier du président de l'association foncière transmettant les statuts de l'association, reçu à la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle le 12 mars 2012 ;
SUR proposition du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les statuts de l'association foncière de SAULXURES LES VANNES, tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 18 mai 2011, sont approuvés.

Article 2 : Le sous-préfet de Toul et le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de SAULXURES LES VANNES, adressé au président de l'association foncière de SAULXURES LES VANNES, à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Toul, le 29 mars 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de Toul,
Hubert ESPIASSE

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/187 du 29 mars 2012 approuvant les statuts de l'association foncière de Thezey-Saint-Martin

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU le décret n° 2006-504 du 03 mai 2006 portant application de l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 et notamment ses articles 13,19,20,40 et 102 ;
VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 mars 1979 portant institution de l'association foncière de THEZEY SAINT-MARTIN ;
VU la proposition du bureau de l'association foncière de THEZEY SAINT-MARTIN en date du 03 mai 2011 ;
VU la délibération de l'assemblée des propriétaires de l'association foncière de THEZEY SAINT-MARTIN en date du 29 juillet 2011 portant adoption des statuts proposés par le bureau de l'association ;
VU les statuts de l'association foncière de THEZEY SAINT-MARTIN ;
VU le courrier du président de l'association foncière transmettant les statuts de l'association, reçu à la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle le 20 mars 2012 ;
SUR proposition du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les statuts de l'association foncière de THEZEY SAINT-MARTIN, tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 29 juillet 2011, sont approuvés.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de THEZEY SAINT-MARTIN, adressé au président de l'association foncière de THEZEY SAINT-MARTIN, à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 29 mars 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/190 du 29 mars 2012 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Pannes

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant délégation de signature à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de Toul ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 01 avril 1988 portant institution de l'association foncière de PANNES ;
VU la décision en date du 08 juin 2011 par laquelle le préfet a enjoint le président de l'association foncière de PANNES, de faire adopter des statuts par les instances de l'association dans un délai de 3 mois ;
VU la décision du président de l'association foncière de PANNES ;
CONSIDERANT qu'aucune suite ne sera donnée à l'injonction adressée par lettre recommandée au président de l'association foncière et conformément aux dispositions de l'article 60 de l'ordonnance n° 2004-632 du 01 juillet 2004, les statuts, ci-joint, sont adoptés d'office ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les statuts de l'association foncière de PANNES sont adoptés d'office.

Article 2 : Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, affiché à la mairie de PANNES.

L'arrêté ainsi que les statuts sont notifiés au président de l'association foncière de PANNES ainsi qu'aux propriétaires ou à défaut aux personnes citées à l'article 9 du décret du 03 mai 2006.

Toul, le 29 mars 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de Toul,
Hubert ESPIASSE

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Arrêté du 6 avril 2012 relatif aux lieutenants de louveterie qui sont chargés d'organiser les tirs de sangliers, de jour comme de nuit, sur le territoire de leurs secteurs respectifs

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 427-6, L 427-1 à L 427-3 et R 427-1 à R 427-3 du code de l'environnement ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2009 portant nomination des lieutenants de louveterie ;
VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.112 du 27 octobre 2011 accordant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires ;
VU les secteurs à dégâts de sangliers du département ;
VU les plaintes d'agriculteurs du département ;
CONSIDERANT les dégâts occasionnés par des sangliers dans les cultures et prairies dans différentes communes du département et afin de prévenir les dégâts dans les semis au printemps ;
CONSIDERANT les dégâts agricoles exceptionnels de gel du mois de février qui entraînent une augmentation des surfaces semées en maïs dans le département ;
VU l'avis du président de la fédération départementale des chasseurs ;
VU l'avis du directeur départemental des territoires ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : Les lieutenants de louveterie du département sont chargés d'organiser des tirs de sangliers, de jour comme de nuit avec des sources lumineuses, sur le territoire de leurs secteurs respectifs, à compter du 8 avril 2012 jusqu'au 8 mai 2012 pour limiter les dégâts.

Article 2 : Ils pourront s'adjoindre les services de leurs suppléants et des agents de l'environnement du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage. Ils pourront également être accompagnés du nombre d'auxiliaires voulus sous leur autorité.

Article 3 : Pendant cette période, les lieutenants de louveterie interviendront notamment sur demande expresse des agriculteurs de leur secteur (coordonnées ci-jointes), lorsque ceux-ci constatent des dégâts sur leurs cultures.

Article 4 : Avant chaque sortie le lieutenant de louveterie est chargé de prévenir la brigade de gendarmerie concernée, l'office national de la chasse et de la faune sauvage ainsi que les maires des communes concernées.

Article 5 : Un compte rendu d'exécution des opérations comportant la liste des demandeurs et des communes concernées, le nombre de sorties effectuées et les résultats des tirs sera à adresser à la direction départementale des territoires avant le 31 mai 2012 par chaque Louvetier.

Article 6 : le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets ainsi que tous les lieutenants de louveteries sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux lieutenants de louveterie, au chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage, et dont ampliation sera adressée au colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, au directeur départemental de la sécurité publique, au président de la chambre départementale d'agriculture, au président de la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles, au président des jeunes agriculteurs 54, au directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts, au président de la fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 6 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental,
Christophe FOTRE

Annexe 1 à l'arrêté préfectoral du 6 avril 2012

GROUPEMENT DES LIEUTENANTS DE LOUVETERIE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**Président : Gilles GROSDIDIER****Secrétaire : Philippe KIERREN : 06 08 73 09 81**

Noms des louvetiers	Unités & Massifs	Portable
LAURENT Claude	1 – 2 (1-2 et 3)	06 07 53 66 52
BOUVET Marc	3 – 4 (4A et 4B)	06 22 30 29 11
CHOLLOT Pascal	5 (5 et 7)	06 72 22 98 40
BRIER Jean-Marc	6 (6)	06 12 65 02 53
LORRAIN Noël	6 (8A et 9A) (8B et 9B)	06 85 91 16 59
KOENIG Bernard	7 (10 – 11A et 11B)	06 83 28 42 37
GENAY Francis	8 (12 et 23)	06 11 11 03 29
DEGUY Bernard	9 (13 et 14)	06 82 22 56 33
MALJEAN Jean-Eric	10 – 11 (15-16-17 et 19)	06 77 38 22 63
GROSDIDIER Gilles	12 (18-20 et 21)	06 11 40 04 00
CANTENEUR Bruno	13 (22-29-31A-31B-32A et 32B)	06 24 29 11 31
SIMOUTRE Jean Pierre	14 (24 et 25)	06 08 42 52 58
DIMEY Alain	15 (partie) (26 et 28)	06 85 41 03 92
SEYER Jean-Louis	15 (partie) (27)	06 82 06 79 32
RECEVEUR Régis	16 (30)	06 50 28 61 40

Arrêté 2012/DDT54/AFC/n° 210 du 16 avril 2012 pour le lancement de l'appel à candidatures pour la labellisation des organismes chargés de l'accueil et de l'accompagnement à l'installation des jeunes agriculteurs dans le département de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n° 2009-28 du 9 janvier 2009 relatif à l'organisation du dispositif d'accompagnement à l'installation des jeunes agriculteurs,
 VU l'arrêté conjoint du ministre de l'agriculture et de la pêche et du ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique en date du 9 janvier 2009, relatif aux financements des structures et des actions de formation dans le cadre de la mise en oeuvre du dispositif permettant l'élaboration du plan de professionnalisation personnalisé prévu aux articles D. 343-4 et D. 343-19 du code rural,
 VU l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche en date du 9 janvier 2009 relatif au plan de professionnalisation personnalisé prévu à l'article D. 343-4 du code rural,
 VU la circulaire conjointe DGER/DDPOFE/C2009-2002 et DGPAAT/SDEA/C2009-3004 du 23 janvier 2009 relative à la présentation et l'organisation des plans de professionnalisation personnalisés (PPP),
 SUR proposition du Directeur Départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE**Article 1er** : Objet de l'appel à candidatures

Le présent appel à candidatures a pour objet la labellisation d'une part de l'organisme en charge d'accueillir les candidats à l'installation en agriculture (Point Info Installation), d'autre part de l'organisme chargé de monter les plans de professionnalisation personnalisés (Centre d'élaboration des plans de professionnalisation personnalisés). Les candidatures pourront n'être déposées que pour l'un ou l'autre des labels.

Article 2 : Le point info installation (PII)

Pourra être labellisée en tant que point info installation toute structure départementale ayant répondu au présent appel à candidature dans les délais prévus à l'article 4 et s'engageant à appliquer et respecter le cahier des charges joint en annexe 1.

Les candidats devront détailler les modalités et les moyens qu'ils mettront en oeuvre pour respecter ce cahier des charges en vue de faciliter l'accès à l'information pour les candidats à l'installation susceptibles d'être éligibles aux aides de l'Etat accordées par le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche.

Article 3 : Le Centre d'élaboration des plans de professionnalisation personnalisés (CEPPP)

Pourra être labellisé en tant que centre d'élaboration des plans de professionnalisation personnalisés tout organisme de formation déclaré à la Direction Régionale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle ou une structure ayant une convention avec un organisme de formation, ayant répondu au présent appel à candidature dans les délais prévus à l'article 4 et s'engageant à appliquer et respecter le cahier des charges joint en annexe 2.

Les candidats devront détailler les modalités et les moyens qu'ils mettront en oeuvre pour respecter ce cahier des charges et atteindre l'objectif principal de permettre à tout porteur de projet d'une installation en agriculture de bénéficier d'une assistance pour la réalisation du parcours de professionnalisation personnalisé. A cette fin, ils rempliront de manière précise le dossier de candidature qui se trouve en dernière partie du cahier des charges.

La labellisation est conditionnée par la présentation d'une liste de conseillers conventionnés qui peuvent être des personnes indépendantes ou des salariés de l'organisme labellisé CEPPP ou d'autres structures agricoles. Les CV de ces conseillers devront être fournis afin de pouvoir constater que leur niveau de qualification est conforme au cahier des charges. Pour composer cette liste, le CEPPP devra intégrer dans ses choix la nécessité de prendre en compte la pluralité et la diversité de l'agriculture et des projets.

Article 4 : Retrait et dépôt des dossiers

Le cahier des charges et le dossier de candidature sont à retirer, auprès de la Direction départementale des Territoires de Meurthe-et-Moselle - Service Agriculture Forêt Chasse – Case officielle n° 60025 – 54035 – NANCY cedex ou sur le site de la préfecture de Meurthe-et-Moselle : www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr.

Les candidatures sont à déposer avant le 25 mai 2012 auprès de la Direction départementale des Territoires de Meurthe-et-Moselle – Service Agriculture Forêt Chasse – Case officielle 60025 – 54035 NANCY cedex.

Article 5 : Instruction des dossiers et décision

La labellisation sera conférée par le préfet de département sur proposition du comité départemental à l'installation et après avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture.

Article 6 : Durée de la labellisation

Les labels prévus aux articles 2 et 3 seront octroyés pour une durée de trois ans.

Article 7 : Article d'exécution

Le Directeur départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une insertion au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 16 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental,
Christophe FOTRE

Annexe 1 : cahier des charges du point info installation.

Annexe 2 : dossier de demande de labellisation des organismes pour la procédure d'élaboration et de suivi des plans de professionnalisation personnalisés.

Arrêté 2012/DDT54/AFC/n° 211 du 16 avril 2012 pour le lancement de l'appel à propositions pour la réalisation du stage collectif obligatoire de 21 h dans le département de la Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n° 2009-28 du 9 janvier 2009 relatif à l'organisation du dispositif d'accompagnement à l'installation des jeunes agriculteurs,
VU l'arrêté conjoint du ministre de l'agriculture et de la pêche et du ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique en date du 9 janvier 2009, relatif aux financements des structures et des actions de formation dans le cadre de la mise en oeuvre du dispositif permettant l'élaboration du plan de professionnalisation personnalisé prévu aux articles D. 343-4 et D. 343-19 du code rural,
VU l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche en date du 9 janvier 2009 relatif au plan de professionnalisation personnalisé prévu à l'article D. 343-4 du code rural,
VU la circulaire conjointe DGER/DDPOFE/C2009-2002 et DGPAAT/SDEA/C2009-3004 du 23 janvier 2009 relative à la présentation et l'organisation des plans de professionnalisation personnalisés (PPP),
SUR proposition du Directeur Départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : Objet de l'appel à propositions

Le présent appel à propositions a pour objet la reconnaissance par le préfet du ou des organismes retenus pour la réalisation de stages collectifs obligatoires de 21 h dans le cadre du plan de professionnalisation personnalisé.

Article 2 : L'organisation des stages collectifs obligatoires de 21 heures

Pourront être retenus pour l'organisation de stages 21 h le ou les organisme de formation déclarés à la Direction Régionale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle ayant répondu au présent appel à propositions dans les délais prévus à l'article 3 et s'engageant à appliquer et respecter le cahier des charges joint en annexe.

Les candidats devront détailler les modalités et les moyens qu'ils mettront en oeuvre pour respecter ce cahier des charges en vue de permettre au candidat à l'installation de repérer où sont les ressources qui lui permettront de finaliser son projet en toute connaissance de cause en apportant en particulier des réponses aux souhaits de formation émis par le candidat lors de l'auto diagnostic, de devenir acteur de son propre projet et de se donner les moyens de le mener à bien.

Les dossiers de demande de labellisation devront notamment comprendre :

- une fiche signalétique de l'organisme ainsi qu'une copie des statuts,
- une proposition de réponse au cahier des charges,
- un budget prévisionnel de fonctionnement,
- le CV des personnes amenées à animer le stage et les projets de convention de partenariat.

Article 3 : Dépôt des dossiers

Les candidatures sont à déposer avant le 25 mai 2012 auprès de la Direction départementale des Territoires de Meurthe-et-Moselle – Service Agriculture Forêt Chasse – Case officielle 60025 – 54035 NANCY cedex.

Article 4 : Instruction des dossiers et décision

La labellisation sera conférée par le préfet de département sur proposition du comité départemental à l'installation et après avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture.

Une convention annuelle sera ensuite établie par la DDT avec les organismes de formation qui auront été retenues par le Préfet.

Article 5 : Durée de la labellisation

La labellisation sera délivrée pour une durée de trois ans avec un bilan d'étape au bout d'une année de fonctionnement.

Article 6 : Article d'exécution

Le Directeur départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une insertion au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 16 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental,
Christophe FOTRE

AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME ET RISQUES

Arrêté N° 2012/DDT54/ADUR/002 du 3 avril 2012 relatif à la carte communale de Barbass en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'urbanisme, notamment les articles L. 110, L. 121-1, L. 124-1 à L. 124-4 et R. 124-1 à R. 124-8 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
VU la délibération du conseil municipal de BARBAS en date du 10 mai 2010 prescrivant la carte communale ;
VU l'arrêté prescrivant la mise à enquête publique du 13 juillet 2011 ;
VU l'enquête publique qui a eu lieu entre le 1 septembre 2011 et le 30 septembre 2011 ;
VU l'avis favorable du commissaire enquêteur du 7 octobre 2011 ;
VU la délibération du conseil municipal de BARBAS en date du 9 décembre 2011 approuvant la carte communale complétée par la délibération en date du 10 mars 2012 ;
SUR proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : La carte communale de BARBAS qui précise les modalités d'application des Règles Nationales d'Urbanisme, est approuvée.

Article 2 : Le présent arrêté est affiché pendant un mois en mairie.

Article 3 : Le conseil municipal de BARBAS n'a pas demandé à être compétent pour délivrer les permis de construire.

En conséquence, conformément à l'article L. 422-1 du code de l'urbanisme, les permis de construire seront délivrés par le maire au nom de l'État.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la préfecture, le directeur départemental des territoires et le maire de BARBAS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 3 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean François RAFFY

ENVIRONNEMENT - EAU - BIODIVERSITE

Arrêté N° DDT-EEB 2012-011 du 12 avril 2012 portant abrogation de l'arrêté préfectoral d'opposition à déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement et du récépissé de dépôt de dossier de déclaration concernant le plan d'eau au lieu dit Sous le Rosel - Commune de Villers-sous-Preny

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement,
VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;
VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement reçu le 27/07/2011, présenté par Monsieur POQUET Bruno, enregistré sous le n° 54-2011-00132 et relatif au PLAN D'EAU AU LIEU DIT SOUS LE ROSEL A VILLERS SOUS PRENY ;
VU le récépissé de dépôt du dossier de déclaration concernant le dossier n° 54-2011-00132 du 29/07/2011 ;
VU l'arrêté préfectoral n° 54-2011-00132 du 18/10/2011, notifié le 25/10/2011, portant opposition à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement concernant LE PLAN D'EAU AU LIEU DIT SOUS LE ROSEL A VILLERS SOUS PRENY ;
VU le recours gracieux de M. Bruno POQUET, reçu le 28/11/2011 ;
VU l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques de Meurthe-et-Moselle en date du 14 mars 2012 ;
VU l'absence d'observations de la part du pétitionnaire concernant le projet du présent arrêté sollicité par courrier en date du 15 mars 2012 ;

CONSIDÉRANT,

Que le recours gracieux a été reçu dans les délais réglementaires ;

Que le plan d'eau d'une surface de 550 m² est en dessous des seuils de la nomenclature des ouvrages soumis à déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement notamment pour ce qui concerne les rubriques 3.2.3.0. et 3.3.1.0. relatives à la création de plan d'eau et à l'assèchement de zone humide ;

Que M. Bruno POQUET déclare dans son recours gracieux qu'il ne prélève plus d'eau dans le ruisseau du Trey ;

Que le service police de l'eau de la Direction Départementale des Territoires a constaté sur place le 19/01/2012 que la canalisation, permettant l'alimentation à partir du Trey, a été supprimée sur 2 m au niveau du plan d'eau et que M. Bruno POQUET s'est engagé à rendre la canalisation inopérante sur sa partie amont, au niveau du Trey ;

Que le Parc Naturel Régional de Lorraine proposera à M. Bruno POQUET un mode de gestion adapté afin de préserver la faune et la flore encore présente sur le reste de la parcelle humide ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Abrogation du récépissé de déclaration

Le plan d'eau étant en dessous des seuils de la nomenclature des ouvrages soumis à déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement, le récépissé de dépôt du dossier de déclaration concernant le dossier n° 54-2011-00132 du 29/07/2011 est abrogé.

Article 2 : Abrogation de l'arrêté d'opposition à déclaration

L'ouvrage n'étant plus soumis à la loi sur l'eau, l'arrêté préfectoral n° 54-2011-00132 du 18/10/2011 portant opposition à déclaration, devenu sans objet, est abrogé.

Article 3 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage en mairie prévu au R. 214-19 du code de l'environnement.
- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Article 4 : Publication et information des tiers

Une copie du présent arrêté sera transmise à la mairie de la commune de VILLERS-SOUS-PRENY, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois

Ces informations seront mises à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée d'au moins 6 mois.

Article 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le maire de la commune de VILLERS-SOUS-PRENY, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle et le chef de service départemental de l'ONEMA de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 12 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté DDT-PECHE 2012/013 du 29 mars 2012 autorisant la pêche de la carpe de nuit dans l'étang de la Ballastière sur les communes de Bertrichamps et Thiaville-sur-Meurthe

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code de l'environnement et notamment les articles L. 431-3, L. 435-9, L. 436-5, R. 436-13, R. 436-14, R. 436-23 et R. 436-38 ;

VU le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment les articles L. 2124-8, L. 2124-10, L. 2132-5 à 7 ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services de l'Etat dans les régions et dans les départements ;

VU la demande déposée le 11 février 2012 par le président de l'A.A.P.P.M.A. de RAON-L'ETAPE « les amis de la Gaule » ;

VU l'avis du directeur départemental des territoires ;

VU l'avis du président de la Fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique ;

VU l'avis du chef du service départemental de l'ONEMA ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

Article 1er : La pêche de la carpe à toute heure est autorisée du 6 avril 2012 au 27 octobre 2012 dans le plan d'eau de 2ème catégorie piscicole décrit ci-dessous.

Ce plan d'eau est soumis aux dispositions de l'article L. 431-3 du Code de l'environnement.

Les dispositions du 5^{ème} alinéa de l'article R. 436-14 du Code de l'environnement s'y appliquent : « Toutefois, depuis une demi-heure après le coucher du soleil jusqu'à une demi-heure avant son lever, aucune carpe capturée par les pêcheurs amateurs aux lignes ne peut être maintenue en captivité ou transportée. »

PLAN D'EAU	COMMUNE	DESIGNATION DU LIEU	A.A.P.P.M.A GESTIONNAIRE
Etang de la Ballastière	BERTRICHAMPS THIAVILLE	Une seule rive et 3 postes en face de cette rive	« Les amis de la Gaule » RAON-L'ETAPE

Article 2 : Les limites des parties intéressées seront dûment signalées par pancartes ou tout autre moyen et indiquant les conditions particulières de pêche. Ces dispositifs seront installés par les soins et aux frais de l'A.A.P.P.M.A. intéressée.

Article 3 : En dehors des heures diurnes d'exercice de la pêche mentionnées à l'article R. 436-13 du code de l'environnement, c'est-à-dire durant la nuit, les appâts autorisés sont limités aux seuls farineux (céréales, pâtes et pelotes dites « bouillettes »).

Article 4 : Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services dans un délai de 2 mois à compter de sa notification. Elle peut également faire l'objet d'un recours devant le tribunal Administratif dans les mêmes conditions de délais.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- M. le Sous-Préfet de Lunéville,
- M. les maires des communes de Bertrichamps et Thiaville-sur-Meurthe,
- M. le chef du service départemental de l'ONEMA,
- M. le président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique,
- M. le président de l'A.A.P.P.M.A. de Raon-L'Etape « les amis de la gaule »,
- M. le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

Article 8 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 29 mars 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté du 30 mars 2012 relatif à l'organisation de la police de l'eau et de la pêche dans le département de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code de l'Environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2005-636 du 30 mai 2005 relatif à l'organisation de l'administration dans le domaine de l'eau et aux missions du préfet coordonnateur de bassin ;

VU le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;

VU l'arrêté du 24 février 2006 fixant la liste des cours d'eau mentionnée à l'article 7 du décret n°2005-636 du 30 mai 2005 relatif à l'organisation de l'administration dans le domaine de l'eau et aux missions du préfet coordonnateur de bassin ;

VU l'arrêté du 07 novembre 2006 désignant les services compétents sur la liste des cours d'eau définie par l'arrêté du 24 février 2006 fixant la liste des cours d'eau mentionnée à l'article 7 du décret n°2005-636 du 30 mai 2005 relatif à l'organisation de l'administration dans le domaine de l'eau et aux missions du préfet coordonnateur de bassin ;

VU l'arrêté du 2 mars 2012 modifiant l'arrêté du 07 novembre 2006, modifié par l'arrêté du 20 décembre 2006, désignant les services de police de l'eau compétents sur la liste des cours d'eau qui appartiennent au domaine public fluvial affecté à la navigation définie par l'arrêté du 24 février 2006 ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2005 relatif à « l'organisation de la police de l'eau et de la pêche dans le département de Meurthe-et-Moselle ».

VU la lettre de la Ministre de l'environnement, du développement durable, des transports et du logement du 23 Septembre 2011 adressée au Premier Ministre ;

CONSIDÉRANT que la compétence du SNNE en terme de police de l'eau et de la pêche telle que définie dans l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2005 s'étend géographiquement au-delà des seuls tronçons hydrographiques listés dans l'arrêté du 07 novembre 2006 ;

CONSIDÉRANT la nécessité d'adopter une organisation de la police de l'eau et de la police de la pêche dans le département de Meurthe-et-Moselle ne reposant plus que sur un seul service ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : Le service police de l'eau et de la pêche en Meurthe-et-Moselle.

Par le présent arrêté, la direction départementale des territoires est désignée comme service départemental de la police de l'eau et des milieux aquatiques et de la pêche sur l'ensemble du département à l'exception des cours d'eau identifiés à l'arrêté du 24 février 2006 fixant la liste des cours d'eau mentionné à l'article 7 du décret n°2005-636 du 30 mai 2005 relatif à l'organisation de l'administration dans le domaine de l'eau et aux missions du préfet coordonnateur de bassins.

Pour ces derniers cours d'eau, la direction départementale des territoires est désignée comme service police de l'eau par l'arrêté ministériel du 02 mars 2012 modifiant l'arrêté du 07 novembre 2006, modifié par l'arrêté du 20 décembre 2006, désignant les services de police de l'eau compétents sur la liste des cours d'eau qui appartiennent au domaine public fluvial affecté à la navigation définie par l'arrêté du 24 février 2006

Le chef du service en charge de la police de l'eau à la DDT est le responsable du "Service Police de l'Eau de Meurthe-et-Moselle". Il en assure le pilotage en veillant à la cohérence des actions, au suivi des procédures et au respect de la doctrine en vigueur en matière de politique de l'eau et de police de l'eau et de la pêche.

Article 2 : le guichet police de l'eau.

La DDT assure le rôle de guichet de l'eau pour tous les dossiers concernant la police de l'eau dans le département.

Article 3 : L'arrêté préfectoral du 19 septembre 2005 « relatif à l'organisation de la police de l'eau et de la pêche dans le département de Meurthe-et-Moselle » est abrogé et remplacé par le présent arrêté à compter de sa date d'effet.

Article 4 : Transmission des données, études et archives liée aux transferts de compétences.

Le Service de la Navigation du Nord-Est transmet à la DDT toutes les données disponibles et nécessaires à l'accomplissement des tâches transférées (données police de l'eau, police de la pêche, études en cours, base de données, ...) et les archives correspondantes. En tout état de cause ces transmissions seront définitivement achevées deux mois après la date du transfert de compétence.

Article 5 : Le présent arrêté préfectoral prend effet au plus tôt le 1er avril 2012 ou passé cette date à la date de publication au recueil des actes administratifs.

Article 6 : Exécution de l'arrêté.

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, les sous-préfets des arrondissements de Briey, Lunéville et Toul, le directeur départemental des territoires et la directrice du service de la navigation du nord-est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Une ampliation du présent arrêté sera adressée

- à la ministre de l'environnement du développement durable des transports et du logement,
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- au directeur régional de l'alimentation de l'agriculture et de la forêt,
- au directeur de l'agence régionale de santé,
- au directeur départemental de la protection des populations,
- au directeur départemental de la cohésion sociale,
- au procureur de la République de Nancy,
- au procureur de la République de Briey,
- au lieutenant colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle,
- au chef du service départemental de la sécurité publique,
- au chef du service départemental de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques,
- au chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage.

Nancy, le 30 mars 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

DIRECTION DES SERVICES DEPARTEMENTAUX DE L'EDUCATION NATIONALE

DIVISION DU 1^{ER} DEGRÉ

Arrêté du 9 mars 2012 portant modification du conseil départemental de l'éducation nationale dans le département de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'Education et notamment ses articles L 235-1 et R 235-1 à R 235-11 relatifs aux Conseils Départementaux de l'Education Nationale ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU les propositions des collectivités territoriales et des organismes intéressés ;

VU les propositions du Directeur académique des services de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 février 2010 portant renouvellement du Conseil Départemental de l'Education Nationale ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

ARRETE

Article 1er - L'article 2 de l'arrêté préfectoral susvisé est modifié comme suit :

Membres représentant les usagers :

A) Représentants de parents d'élèves (7 membres)

Au titre de la Fédération des Conseils de Parents d'Elèves F.C.P.E.

TITULAIRE

- Monsieur MEKREZ Camel
25 rue Mercy
54400 LONGWY

En remplacement de Madame Annick THIMON.

Article 2 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle et le Directeur académique des services de l'éducation nationale, Directeur des services départementaux de l'éducation nationale, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont ampliation sera adressée à chacun des membres.

Nancy, le 9 mars 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

AUTRES SERVICES**CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-NICOLAS-DE-PORT****DIRECTION****Décision N° DIR/10/2012 du 12 mars 2012 portant délégation de signature**

Le Directeur du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port,

VU le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L 6143-7 et D 6143-33 à D 6143-35,

VU l'information qui sera donnée au Conseil de Surveillance,

VU la convention de direction commune du 6 juillet 2009 entre le Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port et le Centre Psychothérapique de Nancy ;
VU l'arrêté du ministère de la Santé et des Sports du 27 août 2009 nommant Monsieur Gilles BAROU, dans le cadre de la convention de direction commune susvisée, Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy et du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port à compter du 1^{er} septembre 2009 ;

VU l'arrêté du 27 août 2009 nommant Monsieur Fabrice CORDIER dans les fonctions de Directeur Adjoint au Centre Psychothérapique de Nancy et au Centre Hospitalier de Saint Nicolas de Port à compter du 1^{er} septembre 2009 ;

VU l'avenant n° 1 à la convention du 28 novembre 2012 définissant les modalités de coopération en matière de gestion informatique et de pilotage du système d'information entre le Centre Hospitalier de Saint Nicolas de Port et le Centre Psychothérapique de Nancy, prenant effet à compter du 1^{er} janvier 2012 ;

DECIDE

Article 1er : Délégation permanente est donnée à Monsieur Fabrice CORDIER, Directeur Adjoint chargé des Affaires Financières et du Système d'Information Hospitalier, du Bureau des Admissions et de l'Administration des biens des malades dans les domaines de compétences et sous les réserves ci-après :

- Délégation générale de signature pour tous les documents, certificats, attestations, conventions, notes d'information, contrats, correspondances et bordereaux propres à l'activité du service relevant du Système d'Information Hospitalier à l'exclusion des correspondances aux services ministériels ou impliquant des dispositifs réglementaires internes, et des notes de services.

Article 2 : Délégation permanente est donnée à Madame Christel BISAGA, ingénieur chef de projet, chef du service informatique, à effet de signer au nom de Monsieur CORDIER, Directeur Adjoint en son absence :

- tous les documents, certificats, attestations, conventions, notes d'information, contrats, correspondances et bordereaux propres à l'activité du Système d'Information Hospitalier.

Article 3 : En cas d'absence de Madame Christel BISAGA, délégation est donnée à Monsieur Steve TAPIN, Analyste, pour ce qui concerne l'article 2.

Article 4 : La signature de Monsieur CORDIER et celles des agents visés aux articles 2 et 3 sont annexées à la présente décision. Elles doivent être précédées de la mention "Pour le Directeur et par délégation" suivie du grade et des fonctions des signataires.

Article 5 : Cette décision prendra effet à compter du 15 mars 2012.

Elle sera publiée au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Article 6 : Ampliation de la présente décision sera adressée à :

- Monsieur le Trésorier Principal de Saint-Nicolas-de-Port,
- Intéressés,
- Classeur chronologique.

Saint-Nicolas-de-Port, le 12 mars 2012

Le Directeur,
Gilles BAROU

AVIS ET COMMUNICATIONS**SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT****DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE,
DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI****Avis relatif à l'extension d'un avenant salarial à la convention collective de travail concernant les exploitations de polyculture et d'élevage du département de Meurthe-et-Moselle**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

envisage de prendre, en application des articles L. 2261-26, R. 2231-1, D. 2261-6 et D. 2261-7 du code du travail, un arrêté tendant à rendre obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de la convention collective susmentionnée, les dispositions de l'avenant à ladite convention ci-après indiqué.

Texte dont l'extension est envisagée :

- Avenant n° 82 du 17 janvier 2012 – Nouvelle grille de salaires concernant les exploitations de polyculture et d'élevage.

Signataires :

- Organisations d'employeurs :

* La Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles de la Meurthe et Moselle ;

* Le Syndicat Professionnels des Entrepreneurs de Travaux Agricoles, d'Aménagements Ruraux et Forestiers de Lorraine ;

* La Fédération Départementale des CUMA de Meurthe et Moselle.

- Organisations syndicales de salariés intéressées rattachées à la :

* C.F.D.T.

* SNCEA C.F.E. /C.G.C.

* F.O.

* C.F.T.C.

Dépôt :

- A l'Unité Territoriale 54 de la DIRECCTE LORRAINE.

Le texte de cet avenant pourra être consulté à l'Unité Territoriale Meurthe et Moselle de la DIRECCTE LORRAINE.

Dans un délai de quinze jours, les organisations professionnelles et toutes personnes intéressées sont priées de faire connaître leurs observations et avis au sujet de l'extension envisagée. Leurs communications devront être adressées à la préfecture du Département de Meurthe-et-Moselle.

AUTRES SERVICES

UNIVERSITE DE LORRAINE

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

Avis de recrutement d'adjoints techniques de recherche et de formation par la voie d'un contrat PACTE

En application du décret n° 2005-902 du 02 Août 2005 pris pour l'application de l'article 22 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, un recrutement d'adjoint technique de recherche et de formation des établissements relevant du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche par la voie du **PACTE** (*parcours d'accès aux carrières de la fonction publique territoriale, de la fonction publique hospitalière et de la fonction publique de l'Etat*) aura lieu, au titre de l'année 2012, dans les établissements publics d'enseignement supérieur et les établissements publics administratifs sous la responsabilité des présidents ou des directeurs de ces établissements.

Ces recrutements sont organisés par branche d'activité professionnelle et par emploi type par chacun des établissements affectataires.

Branche d'activité professionnelle	Emploi-type	Etablissement/Localisation	Nombre de postes ouverts au recrutement 2012
Gestion et pilotage (BAP J)	Adjoint en gestion administrative	Université de Lorraine	1
Patrimoine, Logistique, Prévention et Restauration (BAP G)	Opérateur Logistique	Université de Lorraine	1
Patrimoine, Logistique, Prévention et Restauration (BAP G)	Electricien courants faibles	Université de Lorraine	1

Le PACTE est un nouveau mode d'accès qui permet d'intégrer la fonction publique et d'y être titularisé après un engagement de professionnalisation d'une durée d'un à deux ans alternant formation et période de travail. La titularisation est prononcée après avis de la commission de titularisation.

A) Conditions à remplir :

Le PACTE est accessible à tous les jeunes de 16 à 25 ans révolus, sans qualification ou possédant un diplôme inférieur au baccalauréat (CAP ou BEP). Le candidat doit être de nationalité française ou de celle d'un des Etats membres de l'Union Européenne ou de l'Espace Economique Européen. Dans le cas où le candidat est en cours de naturalisation ou d'acquisition de l'une des nationalités requises, la titularisation ne pourra intervenir qu'une fois la condition de nationalité satisfaite.

B) Modalités et date d'inscription :

Les registres d'inscription sont ouverts dans chacun des établissements concernés dès la date de publication du présent avis au Recueil des Actes Administratifs du Département de la Meurthe et Moselle. Ils seront clos dans le délai d'un mois après cette publication, cette date constituant la date de retour des dossiers d'inscription.

Les candidats doivent envoyer leur candidature, lettre de motivation et curriculum vitae, accompagnée d'un descriptif de leur parcours antérieur de formation, et le cas échéant, de leur expérience, **Au Pôle Emploi de leur lieu de domicile** qui transmettra les candidatures **recevables** à la commission de sélection prévue ci-après.

C) Modalités de recrutement :

Chaque université affectataire arrête la création d'une commission de sélection chargée d'examiner les candidatures transmises par le Pôle Emploi. Cette commission est composée d'au moins trois membres désignés par la Direction de l'établissement dont un au moins désigné parmi les personnels des organismes publics concourant au service public de l'emploi.

Procédure de sélection :

La commission de sélection examine les dossiers de chaque candidat. Au terme de l'examen des dossiers de candidature, la commission procède à la sélection des candidats. Seuls les candidats sélectionnés par la commission seront convoqués à l'épreuve orale d'entretien.

Procédure de recrutement :

A l'issue de l'épreuve orale, la commission arrête, par ordre de mérite, la liste des candidats aptes au recrutement.

Pour tout renseignement complémentaire, vous devez vous adresser à

Etablissement	Adresse	Téléphone	Fax
Université de Lorraine	Plateforme Lionnois : Caroline CONVERT / Michel RIDORET BAP G	03.83.68.20.55 03.83.68.52.99	03.83.68.21.00
Université de Lorraine	Plateforme Libération : Joanna DUBOST / Stéphane SCHNEIDER BAP J	03.54.50.40.66 03.54.50.40.98	

CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

Avis de recrutement sans concours d'un adjoint administratif de 2° classe en date du 13 avril 2012

Référence : décret n° 2004-118 du 06 février 2004 relatif au recrutement sans concours dans certains corps de fonctionnaire de catégorie C de la Fonction Publique Hospitalière et du Décret n° 2007-1184 du 03 août 2007 portant statuts particuliers des Personnels Administratifs Hospitaliers de la Fonction Publique Hospitalière.

Un recrutement sans concours aura lieu au Centre Hospitalier de Lunéville en vue de pourvoir un poste d'Adjoint Administratif de 2ème classe. Peuvent faire acte de candidature, sous certaines conditions, les personnes âgées de 55 ans au plus au 1er Janvier 2009 sans condition de titres ou de diplômes, sans préjudice des dispositions légales relatives au recul des limite d'âge pour l'accès aux emplois publics, de nationalité française, ou ressortissant de la Communauté Européenne.

Les candidatures sont à adresser soit par pli recommandé ou par simple courrier à l'adresse ci-dessous :

CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE
Direction des Ressources Humaines
6, rue Girardet
54300 LUNEVILLE

La composition des dossiers est la suivante :

- lettre de candidature motivée
- curriculum vitae détaillé incluant les formations suivies et les emplois occupés en précisant la durée

DATE LIMITE DE DEPOT DU DOSSIER DE CANDIDATURE :
1 mois à compter de la publication du présent avis

Lunéville, le 13 avril 2012

Le Directeur,
J.M. LALLEMAND

Avis de recrutement sans concours de trois agents d'entretien qualifiés en date du 13 avril 2012

Référence : décret n° 2004-118 du 06 février 2004 relatif au recrutement sans concours dans certains corps de fonctionnaire de catégorie C de la Fonction Publique Hospitalière et du Décret n° 2007-1185 du 03 août 2007 portant statuts particuliers des Personnels Techniques de la Fonction Publique Hospitalière.

Un recrutement sans concours aura lieu au Centre Hospitalier de Lunéville en vue de pourvoir trois postes d'Agents d'Entretien Qualifiés.

Peuvent faire acte de candidature, sous certaines conditions, les personnes âgées de 55 ans au plus au 1er Janvier 2009 sans condition de titres ou de diplômes, sans préjudice des dispositions légales relatives au recul des limite d'âge pour l'accès aux emplois publics, de nationalité française, ou ressortissant de la Communauté Européenne.

Les candidatures sont à adresser soit par pli recommandé ou par simple courrier à l'adresse ci-dessous :

CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE
Direction des Ressources Humaines
6 rue Girardet
54300 LUNEVILLE

La composition des dossiers est la suivante :

- lettre de candidature motivée
- curriculum vitae détaillé incluant les formations suivies et les emplois occupés en précisant la durée

DATE LIMITE DE DEPOT DU DOSSIER DE CANDIDATURE :
1 mois à compter de l'affichage de ce présent avis

Lunéville, le 13 avril 2012

Le Directeur,
J.M. LALLEMAND

Avis de recrutement sans concours de trois agents des services hospitaliers qualifiés en date du 13 avril 2012

Référence : décret n° 2004-118 du 06 février 2004 relatif au recrutement sans concours dans certains corps de fonctionnaire de catégorie C de la Fonction Publique Hospitalière.

Un recrutement sans concours aura lieu au Centre Hospitalier de Lunéville en vue de pourvoir trois postes d'agents des services hospitaliers qualifiés.

Peuvent faire acte de candidature, sous certaines conditions, les personnes âgées de 55 ans au plus au 1er Janvier 2010 sans condition de titres ou de diplômes, sans préjudice des dispositions légales relatives au recul des limite d'âge pour l'accès aux emplois publics, de nationalité française, ou ressortissant de la Communauté Européenne.

Les candidatures sont à adresser soit par pli recommandé ou par simple courrier à l'adresse ci-dessous :

CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE
Direction des Ressources Humaines
6, rue Girardet
54300 LUNEVILLE

La composition des dossiers est la suivante :

- lettre de candidature motivée
- curriculum vitae détaillé incluant les formations suivies et les emplois occupés en précisant la durée

DATE LIMITE DE DEPOT DU DOSSIER DE CANDIDATURE :
1 mois à compter de la publication du présent avis

Lunéville, le 13 avril 2012

Le Directeur,
J.M. LALLEMAND

